

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



Union-Discipline-Travail

Ministère du Plan et du Développement

Institut National de la Statistique



Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
(ERI-ESI)

Côte d'Ivoire, 2017

RAPPORT DE SYNTHÈSE



Juillet 2019

Ce rapport présente la synthèse des résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée par l'Institut Nationale de la Statistique (INS). Le financement de l'ERI-ESI a été assuré par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 qui comporte les volets «Comptabilité Nationale», « Statistiques d'entreprise » et «Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel ». L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) a fourni l'assistance technique à l'ensemble de ces trois volets.

Pour tout renseignement concernant l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), contacter l'Institut National de la Statistique (INS) BP V 55 ABIDJAN 01, site web : www.ins.ci

Pour obtenir des informations sur le Programme de Statistique Régionale 2015-2020, contacter L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) sis à Bamako (quartier Niarela, rue 499, Porte 23, BP E 1600, Télécopie 00223 20 21 11 40, courrier électronique : afristat@afristat.org, site web : www.afristat.org

Citation recommandée :

Institut National de la Statistique et AFRISTAT. 2019. *Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel*, 2017. Abidjan, Côte d'Ivoire et Bamako, Mali : INS et AFRISTAT.

Tableau récapitulatif des résultats

Indicateurs sur les objectifs de développement durable, ERI-ESI, Côte d'Ivoire 2017

N°	Indicateurs	Homme	Femme	Côte d'Ivoire
4. Education de qualité				
4.6.1	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	76,6	66,1	71,5
6. Accès à l'eau potable et assainissement		Urbain	Rural	Côte d'Ivoire
6.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable	92,1	75,8	84,5
6.2.1	Proportion de la population ayant accès à des latrines	63,2	20,5	43,4
7. Accès à l'énergie propre et à coût abordable				
7.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité	92,5	64,3	79,4
7.1.2	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson	50,2	3,0	28,4
8. Plein emploi productif et travail décent pour tous		Homme	Femme	Côte d'Ivoire
8.3.1	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles	82,9	91,7	87,1
8.5.1	Rémunération horaire moyenne des salariés	889,7	744	853,4
8.5.2	Taux de chômage BIT	2,9	3,9	3,3
8.6.1	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi	25,2	44,2	34,8
8.8.1	Fréquence des accidents de travail ou de trajet [1]	4,4	2,2	3,5
8.9.2	Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois [2]	6,6	9,9	8
9. Bâtir une infrastructure résiliente et promouvoir une industrialisation durable				
9.2.2	Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total	8,3	9,8	8,9
10. Réduire les inégalités				
10.3.1	Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme	17,7	16,0	16,9
11. Villes et établissements humains sûrs, résilients et durables				
11.7.2	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel	3,7	2,3	3,0
16. Assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces				
16.1.3	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents	12,3	9,2	10,8
16.1.4	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence	52,1	51,3	51,7
16.3.1	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus	41,5	38,3	40,1
16.5.1	Individus de 18 ans et plus ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	12,3	4,5	8,5
16.7.2	Proportion de la population qui estime que la prise de décision est ouverte et réactive [2]	31,3	33,1	32,2

[1] Non mortel

[2] Indicateur proxy

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

Principaux indicateurs de l'emploi, ERI-ESI, Côte d'Ivoire 2017

Indicateurs	Abidjan	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Côte d'Ivoire
Répartition de la population selon le profil migratoire					
Non migrant	51,1	59,6	56,0	69,7	61,8
Migration interne	41,6	33,1	36,7	20,8	29,9
Migration internationale	7,4	7,3	7,3	9,5	8,3
Ens. migrant	48,9	40,4	44,0	30,3	38,2
Taux net de scolarisation au primaire ajusté					
Ensemble	91,1	80,5	84,2	74,1	78,9
Homme	93,0	81,2	85,1	74,6	79,5
Femme	89,1	79,7	83,1	73,5	78,2
Pourcentage des enfants en âge d'être au primaire qui sont hors du système					
Ensemble	7,0	18,9	14,8	25,8	20,6
Homme	5,3	18,1	13,9	25,3	20
Femme	8,7	19,7	15,7	26,4	21,2
Taux net de scolarisation au secondaire					
Ensemble	56,9	62,4	60,6	38,5	52,1
Homme	66,4	67,2	67,0	40,9	56,5
Femme	49,5	56,7	54,1	35,4	47,4
Taux de chômage BIT					
Ensemble	8,6	2,8	5,4	0,6	3,3
Homme	7,5	2,7	4,8	0,6	2,9
Femme	10,1	3,0	6,3	0,7	3,9
Taux de chômage BIT					
15 - 34 ans	12,7	3,8	7,8	1,1	4,9
35 ans et plus	4,3	1,8	2,9	0,2	1,6
Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage					
Ensemble	20	12,1	15,7	7,5	12
Homme	19,9	12,6	15,8	7,1	11,8
Femme	20,0	11,5	15,5	8,0	12,3
Taux de sous-utilisation de la main œuvre					
Ensemble	30,2	20,0	24,8	14,5	20,2
Homme	25,9	16,9	20,9	10,8	16,3
Femme	35,1	24,2	29,5	19,6	25,3
Taux de sous-utilisation de la main œuvre					
15 - 34 ans	38,0	24,5	30,9	19,9	26,3
35 ans et plus	20,5	14,8	17,4	9,1	13,6
Durée moyenne de chômage (en années)					
Ensemble	5,8	6,5	6,1	4,0	5,7
Primo demandeur	7,3	2,9	5,9	4,0	5,5
Ancien actif	1,6	14,2	6,5	4,1	6,2
Pourcentage d'emplois formels dans le secteur non agricole					
Ensemble	17,6	11,6	14,7	6,8	12,9
Homme	20,4	15,6	18,1	12,2	17,1
Femme	13,9	6,5	10,3	3,1	8,3
Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux					
Ensemble	43,0	66,6	56,2	85,0	69,5
Homme	31,7	55,5	45,3	80,6	62,0
Femme	58,2	83,0	71,7	91,9	80,8
Taux de pluriactivité					
Ensemble	4,4	7,8	6,3	14,3	10,0
Homme	5,3	9,2	7,5	15,7	11,4
Femme	3,1	5,6	4,5	12,2	8,0
Taux de salarisation dans le secteur non agricole					
Ensemble	46,8	34,0	40,7	17,8	35,5
Homme	56,6	48,4	52,7	32,0	49,0
Femme	34,0	15,4	25,0	7,9	20,2
Revenu mensuel de l'activité					
Ensemble	122 240	89 752	103 993	86 084	95 455

Indicateurs	Abidjan	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Côte d'Ivoire
Homme	161 114	113 001	132 974	107 764	120 527
Femme	73 702	53 296	62 913	49 534	56 885
Taux de salaire inférieur au SMIG (%)					
Ensemble	43,0	57,0	50,8	63,3	56,8
Homme	26,0	48,5	39,1	56,4	47,7
Femme	64,1	70,4	67,4	75,0	70,8
Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine)					
Ensemble	41,9	43,4	42,7	29,7	36,7
Homme	42,8	48,0	45,8	33,9	40,2
Femme	40,6	36,6	38,4	23,1	31,5
Pourcentage des chômeurs BIT et de la main d'œuvre potentielle désirant travailler comme indépendant					
Ensemble	42,0	62,2	49,7	81,7	58,7
Homme	32,0	47,2	37,9	67,0	45,5
Femme	48,2	71,5	57,1	89,6	66,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

Principaux indicateurs du secteur informel, ERI-ESI, Côte d'Ivoire, 2017

Indicateurs	Abidjan	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Côte d'Ivoire
Effectif moyen des UPI au démarrage des activités	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2
Pourcentage d'UPI ayant de l'électricité	38,5	27,1	31,6	19,8	27,3
Pourcentage d'UPI ayant un wc ou des latrines	15,8	11,3	13,1	8,3	11,3
Pourcentage d'UPI ayant accès à un système d'évacuation des déchets	13,7	6,0	9,0	4,3	7,3
Pourcentage d'UPI travaillant à domicile	19,1	20,3	19,9	37,6	26,2
Pourcentage d'UPI dirigées par des femmes	61,7	65,0	63,7	66,2	64,6
Pourcentage d'UPI dans le secteur Industrie	21,1	18,6	19,6	21,4	20,3
Pourcentage d'UPI dans le secteur commerce	58,6	58,3	58,4	53,4	56,6
Pourcentage d'UPI dans le secteur service	20,3	23,2	22,0	25,2	23,1
Deux principales sources du capital au démarrage des activités de l'UPI					
Epargne Propre/tontine	62,3	66,9	65,1	66,7	65,6
Prêts informels (des amis ou des parents)	23,6	21,6	22,4	19,2	21,2
Pourcentage de la main des UPI non apparenté au chef d'UPI	23,8	17,0	18,6	8,8	14,5
Pourcentage de jeunes de moins de 15 ans dans la main d'œuvre des UPI	2,1	3,0	2,8	2,5	2,7
Pourcentage de femmes dans la main d'œuvre des UPI	50,6	57,1	55,5	58,2	56,7
Durée moyenne d'année d'études réussies par la main d'œuvre des UPI	9,4	10,2	10,0	10,7	10,3
Pourcentage de la main d'œuvre des UPI formée dans un cadre formel	7,7	2,8	3,9	1,7	3,0
Valeur actuel total moyenne du capital investi par l'UPI	1 004 518	462 689	663 918	328 019	554 230
Montant total moyen des investissements réalisés par l'UPI en 2016	556 267	634 445	607 528	249 197	462 972
Deux principales origines des matières premières					
UPI elle-même	94,2	18,3	82,7	4,4	72,4
Ménage / particulier	3,3	38,1	8,6	49,0	13,9
Valeur ajoutée totale du secteur informel en million de FCFA					
Ensemble	1 061 423	1 124 028	2 185 451	1 032 940	3 218 391
Industrie	239 266	236 484	475 750	183 776	659 526
Commerce	521 863	592 727	1 114 590	595 451	1 710 042
Service	300 294	294 818	595 111	253 712	848 823
Valeur ajoutée moyenne par main d'œuvre (En FCFA/Mois)					
Ensemble	109 016	85 186	94 683	73 931	87 244
Industrie	119 441	71 835	92 379	65 064	81 977
Commerce	104 935	86 595	93 965	73 308	87 006
Service	110 074	92 230	98 660	82 782	92 437
Valeur ajoutée moyenne par capital (En FCFA/ unité de capital)					
Ensemble	48	48	48	300	131
Industrie	21	32	28	31	29
Commerce	80	56	65	561	230
Service	15	50	38	66	47
Deux principales raisons du non enregistrement des UPI aux impôts au niveau national					
Ne sait pas s'il faut s'inscrire	37,3	55,2	48,1	54,2	50,3
Non obligatoire	25,0	17,8	20,7	22,4	21,3
Deux principales raisons pour se faire enregistrer selon les CUI au niveau national					
Aucun intérêt	37,3	55,2	48,1	54,2	50,3
Accès au crédit	25,5	30,6	28,6	31,6	29,6
Pourcentage d'UPI qui paie les impôts sur leurs activités	2,5	1,5	1,9	1,8	1,9
Pourcentage d'UPI prêt à payer les impôts sur leurs activités	39,2	39,5	39,4	31,9	36,7
Deux principales utilisations d'un crédit potentiel par les CUI au niveau national					
Accroître votre stock de matières premières	31,3	42,5	38,1	42,1	39,5
Améliorer le local, emplacement	24,1	15,3	18,8	14,3	17,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

Principaux indicateurs de la gouvernance, paix et sécurité (GPS), ERI-ESI, Côte d'Ivoire, 2017

Indicateurs	Abidjan	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Côte d'Ivoire
Pourcentage des individus de 18 ans et plus satisfait du fonctionnement de la démocratie					
Ensemble	53,7	66,3	60,7	68,3	64,0
Homme	53,8	64,7	59,9	67,6	63,2
Femme	53,5	67,9	61,5	69,0	64,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les 9 principes démocratiques sont respectés [1]					
Ensemble	33,1	50,5	42,8	52,0	46,8
Homme	31,9	48,4	41,2	50,9	45,3
Femme	34,3	52,7	44,5	53,1	48,2
Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme					
Ensemble	22,7	16,5	19,2	13,8	16,9
Homme	23,6	17,3	20,0	14,7	17,7
Femme	21,8	15,7	18,4	12,9	16,0
Indice de perception					
Droits civils et politiques	0,611	0,724	0,674	0,766	0,714
Participation	0,537	0,606	0,576	0,626	0,597
Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	0,782	0,803	0,794	0,832	0,810
Droit de l'homme et participation	0,591	0,668	0,634	0,695	0,660
Degré de confiance des individus ayant été en contact avec les institutions					
L'administration (en général)	70,7	74,6	72,5	70,7	72,0
La justice	57,5	61,4	59,3	60,3	59,6
La police	50,0	59,2	54,6	61,2	56,8
Le système de santé public	75,6	83,1	79,4	87,8	82,7
Le système public d'éducation	76,8	83,5	80,2	85,0	82,0
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays					
Ensemble	70,8	64,4	67,2	63,0	65,4
Homme	72,2	67,2	69,4	63,5	66,9
Femme	69,4	61,5	65,0	62,6	63,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision					
Ensemble	25,6	31,9	29,2	36,3	32,2
Homme	25,7	30,8	28,6	35,0	31,3
Femme	25,6	33,1	29,8	37,5	33,1
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections					
Ensemble	47,5	50,5	49,1	55,4	51,8
Homme	47,7	49,8	48,8	55,4	51,6
Femme	47,3	51,2	49,4	55,4	52,0
Pourcentage des individus de 18 ans et plus appartenant à un parti politique					
Ensemble	4,4	2,6	3,4	3,7	3,5
Homme	5,5	2,9	4,0	4,7	4,3
Femme	3,3	2,2	2,7	2,7	2,7
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités centrales prennent en compte les préoccupations:					
Population	29,6	36,4	33,4	38,5	35,6
Les groupes minoritaires	27,4	34,4	31,3	37,2	33,9
Les partis politiques d'opposition	31,9	39,4	36,1	43,4	39,2
Indice de perception					
Système judiciaire	0,531	0,611	0,575	0,642	0,604
Absence de corruption	0,511	0,562	0,539	0,583	0,558
Etat de droit	0,514	0,57	0,545	0,593	0,566
Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence					
Ensemble	42,8	50,9	47,3	57,5	51,7
Homme	43,0	51,9	48,0	57,5	52,1

Indicateurs	Abidjan	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Côte d'Ivoire
Femme	42,6	49,8	46,6	57,4	51,3
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois	0,9	0,7	0,8	0,5	0,7
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	2,9	1,3	2,0	0,6	1,4
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents					
Ensemble	18,0	11,5	14,4	6,0	10,8
Homme	19,7	13,0	15,9	7,4	12,3
Femme	16,4	9,9	12,8	4,6	9,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité					
Ensemble	25,6	20,9	23,0	16,4	20,1
Homme	26,9	21,3	23,7	16,7	20,7
Femme	24,3	20,4	22,2	16,0	19,5
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat pour assurer la sécurité	61,4	70,4	66,4	72,7	69,1
Indice de perception					
Sécurité nationale	0,33	0,312	0,32	0,312	0,316
Sécurité publique	0,744	0,781	0,765	0,799	0,78
Paix et sécurité	0,714	0,746	0,732	0,763	0,746

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

[1] Liste des principes démocratiques : 1. Liberté d'expression 2. Liberté de la presse (média) 3. Egalité devant la loi 4. Liberté politique (choix de son parti) 5. Elections libres et transparentes 6. Liberté de voyager 7. Liberté de religion 8. Liberté d'association 9. Absence de discrimination

Table des matières

Tableau récapitulatif des résultats	3
Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête.....	14
Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité	15
1.1. Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages	15
1.1.1. Dynamique migratoire.....	15
1.1.2. Principales caractéristiques des migrants	16
1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants	17
1.1.4. Eléments Confort du logement.....	18
1.2. Scolarisation et alphabétisation	21
1.2.1. La scolarisation et l'éducation	21
1.2.2. Taux de scolarisation.....	22
1.2.3. L'alphabétisation des adultes.....	25
1.3. Caractéristiques socioéconomique de la population.....	27
1.3.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre	27
1.3.2. Bilan de l'emploi	28
1.4. Qualité de l'insertion sur le marché du travail.....	34
1.4.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier	34
1.4.2. Mobilité dans l'emploi	35
1.5. Trajectoire et perspectives.....	36
1.5.1. Mobilité sociale	36
Chapitre 2: Caractéristique et poids du secteur informel	38
2.1. Conditions d'activités dans le secteur informel.....	38
2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel	40
2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel	41
2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel	41
2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel	42
2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel	43
2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel.....	45
2.3.1. Dotation et structure du capital	46
2.3.2. Investissement dans le secteur informel.....	47
2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel.....	49
2.4.1. Performance économique.....	49
2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité	50
2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée	51
2.5. Secteur informel et l'Etat	52
2.5.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs	52
2.5.2. Principal intérêt de se faire enregistrer.....	54
2.5.3. Opinions générales par rapport à l'impôt.....	55
2.6. Problèmes et perspectives	56
2.6.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI.....	56
2.6.2. Perspectives d'utilisation des crédits par les UPI.....	57
Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité	58
3.1. Démocratie et droit de l'homme	58
3.1.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs	58
3.1.2. Droit de l'homme	58
3.1.3. Indice des droits de l'homme et participation	59
3.2. Qualité des institutions et corruption	60
3.2.1. Accès et confiance dans les institutions	60

3.2.2. Situation de la corruption	61
3.3. Etat de la gouvernance.....	62
3.3.1. Gouvernance administrative	62
3.3.2. Participation citoyenne et politisation	63
3.3.3. Indice de perception de l'état de droit.....	64
3.4. Paix et sécurité.....	65
3.4.1. Menace générale et sentiment d'insécurité	65
3.4.2. Criminalité	68
3.4.3. Conflits et mode de résolution.....	69
3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité	70
3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité	71

Liste des tableaux

Tableau 1.1: Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon la région, le milieu de résidence, le sexe, groupe d'âges et le niveau d'instruction par le statut migratoire, Côte d'Ivoire, 2017	16
Tableau 1.2: Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017	17
Tableau 1.3: Principaux motifs de la migration internationale selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017	18
Tableau 1.4: Pourcentage de la population ayant accès aux services de base, Côte d'Ivoire, 2017	20
Tableau 1.5: Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d'instruction, Côte d'Ivoire, 2017	22
Tableau 1.6: Taux de scolarisation du primaire et du secondaire par sexe selon la région et le milieu de résidence, Côte d'Ivoire, 2017	23
Tableau 1.7: Taux d'alphabétisation des adultes selon la région par sexe et milieu de résidence, Côte d'Ivoire, 2017	25
Tableau 1.8 : Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre, Côte d'Ivoire, 2017	27
Tableau 1.9: Bilan de l'emploi, Côte d'Ivoire, 2017	28
Tableau 1.10: Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail, Côte d'Ivoire, 2017	31
Tableau 1.11: Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Côte d'Ivoire, 2017	35
Tableau 1.12: Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, Côte d'Ivoire, 2017	36
Tableau 1.13: Table de mobilité scolaire, Côte d'Ivoire, 2017	37
Tableau 1.14. Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Côte d'Ivoire, 2017	37
Tableau 2.1 : Effectif et structure des CUPI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Côte d'Ivoire, 2017	39
Tableau 2.2: Disponibilité des services de base dans les UPI, Côte d'Ivoire, 2017	40
Tableau 2.3: Organisation du travail suivant le secteur et la branche d'activité, Côte d'Ivoire, 2017	42
Tableau 2.4: Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017	43
Tableau 2.5 : Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017	45
Tableau 2.6: Montant (en millions de FCFA) et Structure (en %) du capital du secteur informel selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017	47
Tableau 2.7: Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Côte d'Ivoire, 2017	48
Tableau 2.8: Principaux agrégats du secteur informel suivant le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017	50
Tableau 2.9: Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) et leur inégalité, Côte d'Ivoire, 2017	50
Tableau 2.10: Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Côte d'Ivoire,	51
Tableau 2.11 : Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Côte d'Ivoire, 2017	52
Tableau 2.12 : Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs, Côte d'Ivoire, 2017/2018....	53
Tableau 2.13: Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017	55
Tableau 2.14: Disposition générale des CUPI à payer l'impôt sur leurs activités selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire 2017	56
Tableau 2.15: Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, Côte d'Ivoire, 2017	57

Tableau 3.1: Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017	59
Tableau 3.2: Indice d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Côte d'Ivoire, 2017	60
Tableau 3.3: Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017	61
Tableau 3.4: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017	62
Tableau 3.5 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017	63
Tableau 3.6: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017	64
Tableau 3.7: Indice d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Côte d'Ivoire, 2017	65
Tableau 3.8 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017	67
Tableau 3.9: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017	68
Tableau 3.10: Indice d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Côte d'Ivoire, 2017	71
Tableau 3.11: Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Côte d'Ivoire, 2017	74

Liste des graphiques

Graphique 1.1: Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, Côte d'Ivoire, 2017	15
Graphique 1.2: Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Côte d'Ivoire, 2017	21
Graphique 1.3: Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité, Côte d'Ivoire, 2017	29
Graphique 1.4: Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Côte d'Ivoire, 2017	33
Graphique 1.5: Taux de bas salaire et taux de salaire inférieur au SMIG selon la CSP, Côte d'Ivoire, 2017	34
Graphique 2.1 : Répartition des UPI par branches d'activité, Côte d'Ivoire, 2017	38
Graphique 2.2: Répartition (en %) de la main d'œuvre dans les UPI, Côte d'Ivoire, 2017	39
Graphique 2.3: Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Côte d'Ivoire, 2017	41
Graphique 2.4 : Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, Côte d'Ivoire, 2017	46
Graphique 2.5: Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Côte d'Ivoire, 2017	49
Graphique 2.6: Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017	54
Graphique 2.7: Intentions générales des CUIP par rapport à l'enregistrement administratif, Côte d'Ivoire, 2017	54
Graphique 2.8: Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Côte d'Ivoire, 2017	57
Graphique 3.1: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Côte d'Ivoire, 2017	58
Graphique 3.2: Incidence de la criminalité par région, Côte d'Ivoire, 2017	69

Graphique 3.3: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois, Côte d'Ivoire, 2017 70

Liste des cartes

Carte 1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Côte d'Ivoire, 2017	19
Carte 1.2 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire, Côte d'Ivoire, 2017	24
Carte 1.3 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Côte d'Ivoire, 2017	32
Carte 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pied dans leur zone de résidence, Côte d'Ivoire, 2017	66
Carte 3.2 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Côte d'Ivoire, 2017	73

Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) a été réalisée à partir d'un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. L'objectif de l'enquête est de fournir la situation de référence pour le suivi de l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, au niveau national, pour les milieux urbain et rural, et pour chacun des domaines identifiés dans le pays. Plus spécifiquement, elle permet (i) de connaître les revenus de l'activité et leur distribution, le niveau du chômage et le profil des chômeurs, l'ampleur du sous-emploi, (ii) d'établir les comptes des unités de production informelles, de déterminer le poids du secteur informel dans l'économie nationale, d'analyser les contraintes et les opportunités du secteur informel et (iii) de fournir des informations sur la perception des individus sur la démocratie et la gouvernance, paix et sécurité, la qualité des institutions et la corruption.

Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrement (ZD) définies lors des travaux cartographiques censitaires réalisés dans le cadre du RGPH (Recensement général de la population et de l'habitat) de 2014.

Au premier degré, 1076 ZD ont été tirées avec une probabilité proportionnelle au nombre de ménages. Au deuxième degré, un nombre fixé de douze (12) ménages a été sélectionné dans chacune des ZD retenues au premier degré avec trois (3) ménages de remplacement. La taille de l'échantillon de l'ERI-ESI est de 12 912 ménages.

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) est une opération statistique d'envergure nationale et couvre deux volets : le premier volet collecte des données sur les caractéristiques socio démographiques et sur l'emploi de la population et le second volet est relatif à la collecte des données auprès des unités de production informelles non agricoles identifiées lors du premier volet.

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'enquête, quatre types de questionnaires ont été utilisés :

- un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, le ménage et l'habitation ;
- un questionnaire emploi administré dans chaque ménage à tous les individus âgés de 10 ans et plus ;
- un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré aux individus de 18 ans et plus dans tous les ménages ;
- un questionnaire secteur informel administré aux chefs d'unités de production informelles (UPI) non agricoles identifiés pendant l'administration du questionnaire emploi.

La collecte des données s'est faite par deux catégories d'équipes sur le terrain : la première équipe chargée du volet emploi et la seconde, du volet secteur informel. Elle a été réalisée par CAPI (Computer Assisted Personal Interview) au moyen de smartphones. Les questionnaires ont été programmés en CSPro et saisis en temps réel sur le terrain sur les smartphones au cours des entretiens.

Le présent rapport de synthèse, fruit des différents travaux au niveau national et régional, présente la synthèse des résultats de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel en Côte d'Ivoire.

Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité

1.1. Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages

1.1.1. Dynamique migratoire

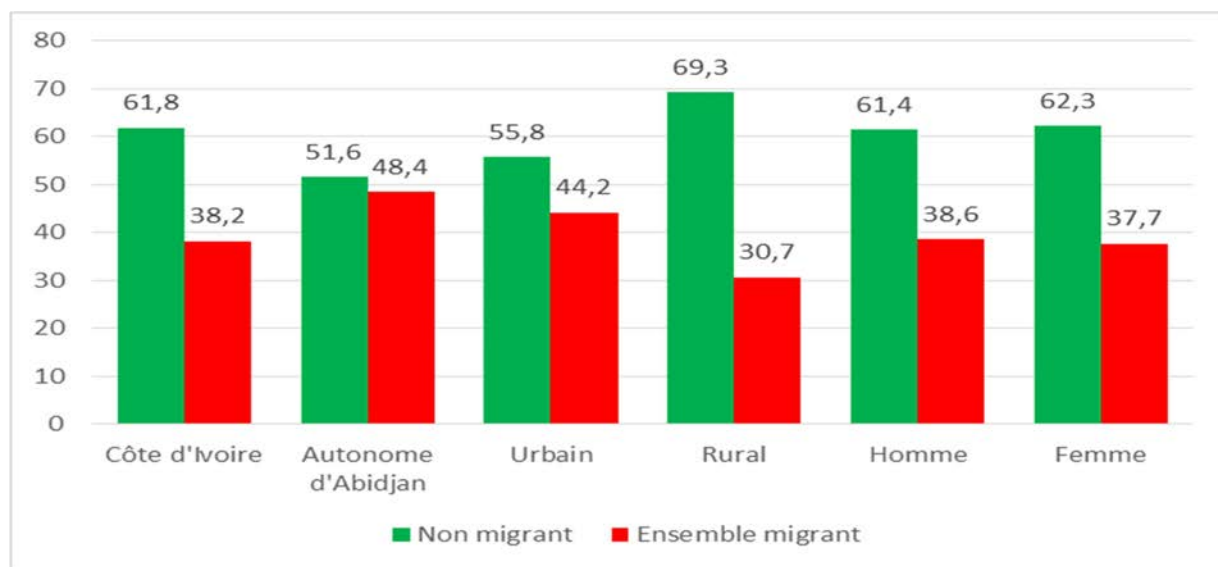
Élément important de la dynamique démographique, la migration est un facteur de répartition géographique de la population à travers la migration interne. Les données de migration font partie des statistiques émergentes ce qui justifie son choix dans cette étude.

L'impact de la migration sur la population ivoirienne n'est pas négligeable car un peu moins de quatre habitants sur dix est un migrant

Les données du Graphique 1.1 et du Tableau 1.1 montrent que la population non migrante en Côte d'Ivoire ne représente que 61,8% de la population totale et c'est dans le milieu rural (69,3%) qu'elle est

la plus important et la moins présente dans la ville d'Abidjan. On observe peu d'écart entre les hommes (61,4%) et les femmes (62,3%).

Graphique 1.1: Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

S'agissant de la population migrante (38,2%), elle constituée à 29,9% des migrants internes et de 8,3% de migrants internationaux.

D'un point de vue spatial, le phénomène migratoire (interne) est plus marqué dans les régions où sont localisées les grandes villes de la Côte d'Ivoire, particulièrement à ABIDJAN (48,4%) des habitants sont des migrants. Ce chiffre est de 43,2% dans le district de YAMOUSSOUKRO, 55,1% dans le BAS-SASSANDRA et 43,2% dans la VALLEE DU BANDAMAN. La migration internationale, concerne avant tout les régions du BAS-SASSANDRA

(17,6%), COMOE (13,3%), GOH-DJIBOUA (10,9%) et MONTAGNES (11,1%) qui sont également des zones à forte activité agricole, notamment le cacao. Selon le milieu de résidence, la ville constitue un plus grand attrait que la campagne. De fait, la migration touche 44,2% des personnes en villes et 30,7% des personnes dans les campagnes.

Le sexe induit également une légère différence dans la migration. Ce sont les hommes qui ont le plus effectué un déplacement par rapport à leur lieu de naissance (38,6% contre 37,7%), il en est de même de la migration internationale (9,0% contre 7,5%),

Selon le niveau d'instruction, ce sont les personnes ayant atteint le niveau supérieur qui migrent le plus (46,7%), suivies des personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (38,8%). il est important de noter

que par rapport à la migration internationale, ce sont les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction qui proviennent de l'étranger (13,3%).

Tableau 1.1: Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon la région, le milieu de résidence, le sexe, groupe d'âges et le niveau d'instruction par le statut migratoire, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Profil migratoire					Effectif
	Non migrant	Migration interne	Migration internationale	Ensemble migrant	Total	
Région						
Autonome d'Abidjan	51,6	41,2	7,3	48,4	100	3 536 891
Autonome de Yamkro	56,8	40,6	2,7	43,2	100	244 011
Bas-Sassandra	44,9	37,4	17,6	55,1	100	1 245 714
Comoé	64,6	22,1	13,3	35,4	100	771 232
Denguelé	79,1	16,8	4,1	20,9	100	156 417
Gôh-Djiboua	67	22	10,9	33	100	991 360
Lacs	65,7	31,6	2,6	34,3	100	773 355
Lagunes	69,3	23,3	7,3	30,7	100	925 605
Montagnes	61,9	27	11,1	38,1	100	1 393 366
Sassandra-Marahoue	63,8	28,2	7,9	36,2	100	1 348 181
Savanes	84,5	10,8	4,7	15,5	100	940 285
Vallée du Bandama	56,8	37,5	5,7	43,2	100	900 518
Woroba	76,7	20,7	2,6	23,3	100	465 834
Zanzan	84	12,8	3,2	16	100	535 563
Côte d'Ivoire	61,8	29,9	8,3	38,2	100	14 228 332
Milieu de résidence						
Urbain	55,8	37,2	7	44,2	100	7 892 547
Rural	69,3	20,9	9,8	30,7	100	6 335 784
Sexe						
Homme	61,4	29,7	9	38,6	100	7 218 690
Femme	62,3	30,2	7,5	37,7	100	7 009 642
Niveau d'instruction						
Aucun	61,2	25,5	13,3	38,8	100	6 706 954
Primaire	63,6	30,9	5,5	36,4	100	2 747 356
Secondaire	64,6	32,2	3,2	35,4	100	3 545 563
Supérieur	53,3	45,1	1,5	46,7	100	1 228 040
Côte d'Ivoire	61,8	29,9	8,3	38,2	100	14 228 332

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

1.1.2. Principales caractéristiques des migrants

Parmi la population de 15 ans ou plus ayant quitté la Côte d'Ivoire au cours des cinq dernières années précédant l'enquête, plus de six émigrants sur dix proviennent du milieu rural.....

Par ailleurs, lors de cette enquête, il a été demandé dans chaque ménage, s'il y a au moins une personne âgée de 15 ans ou plus qui a quitté le pays au cours des 5 dernières années pour s'installer à l'extérieur

selon certaines caractéristiques socio-démographiques. Dans l'ensemble, (Tableau 1.2) :

la majorité des personnes de 15 ans ou plus qui sont sorties de la Côte d'Ivoire au cours des cinq dernières années précédant l'enquête, proviennent plus du milieu urbain (61,3%) dont 28,6% viennent d'Abidjan et 38,7% du milieu rural

et quel que soit les caractéristiques sociodémographiques, le lieu de départ est le milieu urbain, à l'exception des personnes de 35-64 ans (50,5%) et celles de 65 ans ou plus (100%) qui viennent de milieu rural.

Les émigrants du sexe masculin proviennent plus du milieu rural (70,1%) que ceux du sexe féminin (52,5%)

Tableau 1.2: Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Milieu de résidence				Total	Effectif
	Abidjan	Autres urbains	Ens. urbain	Rural		
Sexe						
Masculin	29,5	34,9	64,4	35,6	100,0	52.334
Féminin	26,7	28,8	55,6	44,4	100,0	32.638
Groupe d'âges						
15-24 ans	32,4	44,7	77,1	22,9	100,0	36.974
25-34 ans	25,9	28,4	54,3	45,7	100,0	29.015
35-64 ans	29,9	19,6	49,5	50,5	100,0	16.245
65 ans et Plus	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	2.738
Niveau d'instruction						
Aucun	18,9	34,7	53,6	46,4	100,0	7.398
Primaire	18,3	39,7	58,1	41,9	100,0	17.111
Secondaire	32,8	37,6	70,4	29,6	100,0	27.268
Supérieur	61,4	14,8	76,2	23,8	100,0	11.461
Ne sait pas	16,5	31,4	47,9	52,1	100,0	21.735
Côte d'Ivoire	28,6	32,8	61,3	38,7	100,0	84.973

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants

La migration internationale s'effectue pour diverses raisons avec des ampleurs variables (**Tableau 1.3**).

Le premier motif de migration est le regroupement familial avec 52,1% des migrants et le second motif est la recherche de l'emploi (26,2%). Ce résultat permet d'appréhender la prééminence des liens familiaux et de l'accès à l'emploi parmi les facteurs qui poussent les individus à se déplacer à travers le monde. Les autres motifs sont dans l'ordre les études (11,5%) et les autres raisons de migration (5,6%).

Selon le sexe, pour les hommes, les motifs dominant de migration restent la recherche de l'emploi (44,3%), le regroupement familial (15,1%) et les études (15,4%) alors que chez les femmes, outre la recherche de l'emploi (32,9%), on a les études (23,8%), autres motifs de migrations (18,8%) et le regroupement familial (14,9%).

Pour les personnes âgées de moins de 65 ans, outre le motif de recherche de l'emploi qui prédomine, les

autres motifs varient selon l'âge: les études (36,7%) pour les 15-24 ans, regroupement familial (18,3% et 25,8%) et autres raisons de migration (15,6% et 23,1%) respectivement pour les personnes de 25-34 ans et 35-64 ans. Pour les personnes âgées de 65 ans ou plus, le premier motif est le problème de santé (54,2%) suivi du regroupement familial (19,8%) et affectation de travail (12,4%).

Quel que soit le niveau d'instruction, la recherche de l'emploi reste le premier motif avec des intensités variables (62,5% pour les personnes ayant le primaire à 28,3% pour les personnes du niveau du supérieur), les autres motifs varient avec le niveau d'instruction : problème de santé (28,8%) et regroupement familial (10,2%) pour les personnes n'ayant aucun niveau et les études (35,7% et 40,6%) respectivement pour les personnes ayant le niveau secondaire et supérieur.

Tableau 1.3: Principaux motifs de la migration internationale selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques et destination	Motif de la migration							Total
	Etudes	Regroupement familial	Affectation de travail	Recherche d'emploi	Problème de santé	Autre raison	Ne sait pas	
Sexe								
Masculin	15,4	15,1	4,1	44,3	6,8	8,5	5,8	100
Féminin	23,8	14,9	0	32,9	7	18,8	2,6	100
Age								
15-24 ans	36,7	7,4	1,8	41,1	0	5,6	7,4	100
25-34 ans	7,8	18,3	1	47,6	6,3	15,6	3,4	100
35-64 ans	0	25,8	5,3	30,1	15,7	23,1	0	100
65 ans et Plus	0	19,8	12,4	0	54,2	8,4	5,3	100
Niveau d'instruction								
Aucun	0	10,2	0	46	28,8	15,1	0	100
Primaire	7	10,1	0	62,5	4,5	15	0,8	100
Secondaire	35,7	7,8	6,2	42,5	0	1,3	6,5	100
Supérieur	40,6	27	4,1	28,3	0	0	0	100
Total	11,5	52,1	3,2	26,2	0,5	5,6	0,9	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.1.4. Eléments Confort du logement

L'évaluation du bien-être non monétaire repose sur l'identification essentiellement de certaines caractéristiques de l'habitat à savoir la source d'approvisionnement en eau, le mode d'éclairage, le type d'aisance et de bien d'autres. La combinaison de toutes ces variables permettent de calculer un indice de bien-être. Comme l'indique les résultats du Tableau 1.4:

Des efforts ont été fournis en matière d'approvisionnement en eau en Côte d'Ivoire. L'objectif d'accès universel à l'eau potable est assuré pour 85,2% de la population au niveau national. Si l'universalité d'accès à l'eau potable est assurée dans la ville d'Abidjan, des efforts restent à fournir dans les régions de Woroba et Sassandra respectivement 74,7%, dans Bas Sassandra (70,3%) et les Montagnes (71,2%) et en milieu rural (76,5%).

En matière de source d'éclairage, 79,9% de la population ont accès à l'électricité et des efforts

restent à fournir pour donner de l'électricité pour au moins trois personnes sur dix dans les régions de Zanzan (65,8%), des Montagnes (58,1%), des Lacs (64,8%) et Woroba (70,4%) et dans le milieu rural (63,6%).

Les combustibles propres pour la cuisson restent inaccessibles aux populations, seulement un peu plus de trois ménages sur dix, l'utilisation des combustibles propres demeurent rare dans le milieu rural (4,2%), dans les régions des Montagnes (3,1%), des Savanes (3,3%) et Woroba (2,6%).

Sur le plan de l'assainissement, l'accès de la population aux latrines reste faible. En effet, seulement 45,4% de la population disposent des latrines. La rareté des latrines est très prononcée dans plus sieurs régions, entre autres à Zanzan (27%), Woroba (12%), des Savanes (26,9%), des Montagnes (19,2%) et Gôh Djiboua (23,3%) et dans le milieu rural (21%).

Carte 1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Côte d'Ivoire, 2017

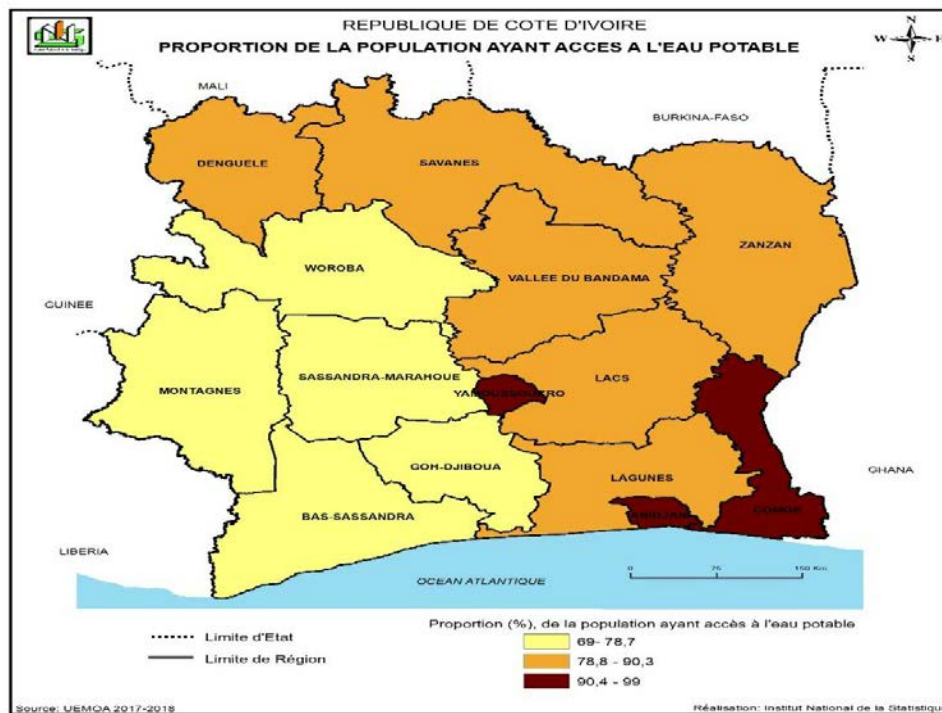


Tableau 1.4: Pourcentage de la population ayant accès aux services de base, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable [1]	Proportion de la population ayant accès à des latrines [2]	Proportion de la population ayant accès à l'électricité [3]	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson [4]
Région				
Autonome d'Abidjan	98,9	82,2	98,6	88,7
Autonome de Yamoussoukro	95,2	65,1	87,7	35,7
Bas-sassandra	70,3	30,4	75,9	20,5
Comoé	94,6	55,9	84,5	31,1
Denguélé	90,4	29,1	85,4	8,3
Gôh-Djiboua	79,2	23,3	77,9	11,3
Lacs	89,0	35,2	64,8	10,9
Lagunes	83,4	37,8	79,8	21,4
Montagnes	71,2	19,2	58,1	3,1
Sassandra-Marahoue	74,5	44,8	77,9	12,3
Savanes	86,7	26,9	74,1	3,3
Vallée du Bandama	86,7	43,9	76,4	20,6
Woroba	74,7	12,0	70,4	2,6
Zanzan	85,9	27,0	65,8	9,2
Milieu de résidence				
Abidjan	99,4	82,5	98,5	89,6
Autres urbains	86,5	50,8	87,8	27,0
Ensemble urbain	91,8	63,9	92,3	52,9
Rural	76,5	21,0	63,6	4,2
Côte d'Ivoire	85,2	45,4	79,9	31,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

L'indicateur de niveau de vie non monétaire construit à partir de ces caractéristiques montre une distribution (Graphique 1.2) plus étalée vers la classe moyenne et les quintiles les plus riches.

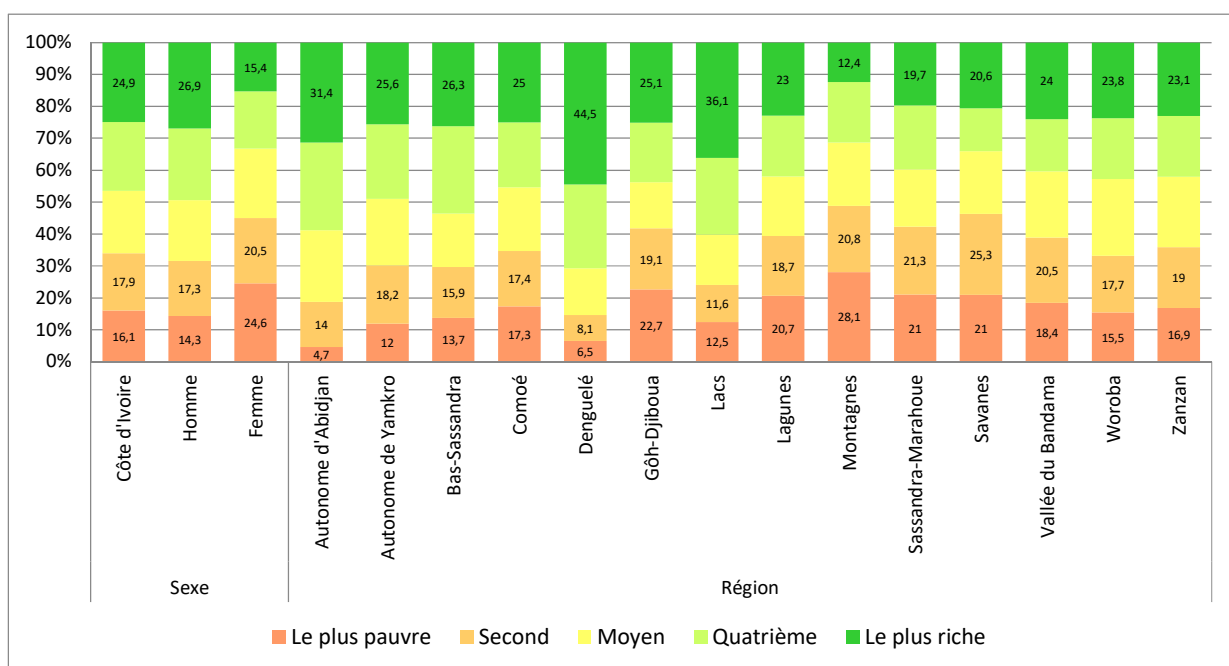
L'analyse du niveau de vie non monétaire en Côte d'Ivoire, indique que seulement un quart de la population se retrouve dans le groupe des personnes plus riches (24,9%), à l'opposé, ce sont 34% de la population qui se retrouve dans les deux groupes des plus pauvres.

Entre hommes et femmes, la différence est très nette. Ainsi, 15,4% des femmes font partir du groupe plus riche, alors que le chiffre est de 26,9% pour les hommes. Dans le même temps, ce sont 45% des

femmes qui sont dans les deux derniers groupes contre 31,6% des hommes.

La dimension spatiale suggère une différence du niveau de vie des populations des ménages. Des régions apparaissent plus nantis (Abidjan (31,4%), yamoussoukro (25,6%), Lacs (36,3%), Denguélé (44,5%) et Bas-sassandra(26,3%)), et d'autres moins nantis (Goh-Djiboua (51,3%), montagnes (38,4%), Sassabdra-marahoué (42,3%) et Savanes(46,3%)).

Graphique 1.2: Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.2. Scolarisation et alphabétisation

L'objectif 4 des ODD qui est celui d'obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des gens et le développement durable. Outre l'amélioration de leur qualité de vie, l'accès à une éducation inclusive et équitable peut aider à doter les populations locales des outils nécessaires pour développer des solutions innovantes aux plus grands problèmes du monde. Cette section traite de la fréquentation scolaire, de la scolarisation des enfants, de la progression scolaire, de la déperdition scolaire et de l'alphabétisation des adultes.

1.2.1. La scolarisation et l'éducation

Les résultats de l'enquête indiquent que 44,2% de la population n'a aucun niveau, 30,8% ont le niveau d'études du primaire, 19,5% le niveau secondaire et 5,5% ont atteint le supérieur.

La dimension spatiale met en avant des différences du niveau d'instruction dans les régions. Les localités du nord de la Côte d'Ivoire, enregistrent les taux plus élevés des personnes n'ayant aucun niveau d'instruction : ZANZAN (53%), DENGUELE (65,7%), WOROBA (66,5%), SAVANES (71%), et les taux relativement faibles, sont observés à Abidjan (27,8%), YAMOUSSOUKRO (28,6%), COMOE

(38,1%), LAGUNES (35,6%), traduisant ainsi, la forte présence des infrastructures éducatives dans ces régions.

De même, le milieu rural reste toujours défavorisé en matière de scolarisation: 55% des habitants du milieu rural n'ont aucun niveau, contre 40,1% pour celles des villes et 27,8% pour ABIDJAN.

Selon le genre, évidemment la scolarisation reste à l'avantage des hommes. La proportion des femmes qui n'ont aucun niveau d'instruction est nettement plus élevée 50,4% contre 38,4% pour les hommes.

Tableau 1.5: Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d’instruction, Côte d’Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Niveau instruction					Effectif
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total	
Région						
Autonome d'Abidjan	27,8	30,3	28,8	13	100	5 356 488
Autonome de Yamoussoukro	28,6	36,3	26	9,1	100	393 137
Bas-Sassandra	50,2	30,9	16,7	2,2	100	2 334 249
Comoé	38,1	32,9	22	7	100	1 277 536
Denguélé	65,7	23,1	9,4	1,8	100	319 424
Gôh-Djiboua	50,3	28	18,3	3,4	100	1 744 544
Lacs	43,4	33,4	20,1	3,1	100	1 400 550
Lagunes	35,6	35,7	24,8	3,9	100	1 547 976
Montagnes	45	36,3	16,5	2,2	100	2 555 389
Sassandra-Marahoue	45,8	33,3	17,1	3,7	100	2 407 962
Savanes	71,2	18,8	8,4	1,6	100	1 818 257
Vallée du Bandama	47,3	31,5	15,8	5,4	100	1 523 405
Woroba	66,5	24,7	7,9	0,9	100	909 129
Zanzan	53	29,8	15	2,2	100	982 842
Milieu de résidence						
Abidjan	27,8	30,1	28,8	13,3	100	5 265 003
Autres urbains	40,1	29,9	23,6	6,4	100	7 957 158
Rural	55	31,7	12,1	1,1	100	11 348 725
Sexe						
Homme	38,4	31,8	22,5	7,2	100	12 678 358
Femme	50,4	29,7	16,3	3,6	100	11 892 527
Côte d'Ivoire	44,2	30,8	19,5	5,5	100	24 570 886

Source : Enquête régionale intégrée sur l’emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.2.2. Taux de scolarisation

L’universalité de la scolarisation telle que préconisée dans le primaire est loin d’être atteint et aussi, des efforts restent à fournir pour maintenir les élèves à l’école au secondaire.

En effet, les résultats du Tableau 1.6 montrent que 20,6%% des enfants ayant l’âge d’être au primaire sont hors du système éducatif. Ce sont dans les régions de Denguélé (30,9%), des Savanes (48%) et de Woroba (32,9%), en milieu rural (25,8%) que la déperdition des enfants en âges de primaire est la plus importante. La proportion des filles (21,2%) qui sont hors du système éducatif est un peu plus élevée que celle des garçons (20,0%).

Le taux net de scolarisation au primaire qui mesure le pourcentage des enfants ayant l’âge officiel d’aller

à l’école et qui fréquentent l’école primaire, selon l’enquête ERI-ESI de 2017 est de 78,9%. La répartition spatiale du taux net de scolarisation indique que les meilleurs taux nets de scolarisation sont obtenus en ville, ABIDJAN (91,1%), autres villes (80,5%) et le milieu rural moins élevé (74,1%). Suivant le genre, l’on note une légère disparité du taux net de scolarisation au primaire. En effet, le taux des garçons est de 79,5% et celui des filles 78,2%, soit un écart de 1,3 point, à l’avantage des premières cités.

Au secondaire, la proportion des enfants en âge d'être au secondaire qui sont hors du système est de 33,3% sur le plan national. Cette proportion plus élevée dans les régions de Denguélé (53,7%), des Savanes (57%) et de Woroba (60%), en milieu rural 45,3%). Les filles (37,7%) sont plus présentes dans cette catégorie que les garçons (29,2%).

Le taux net de scolarisation au secondaire selon l'enquête ERI-ESI de 2017 est 52,1%. La ventilation

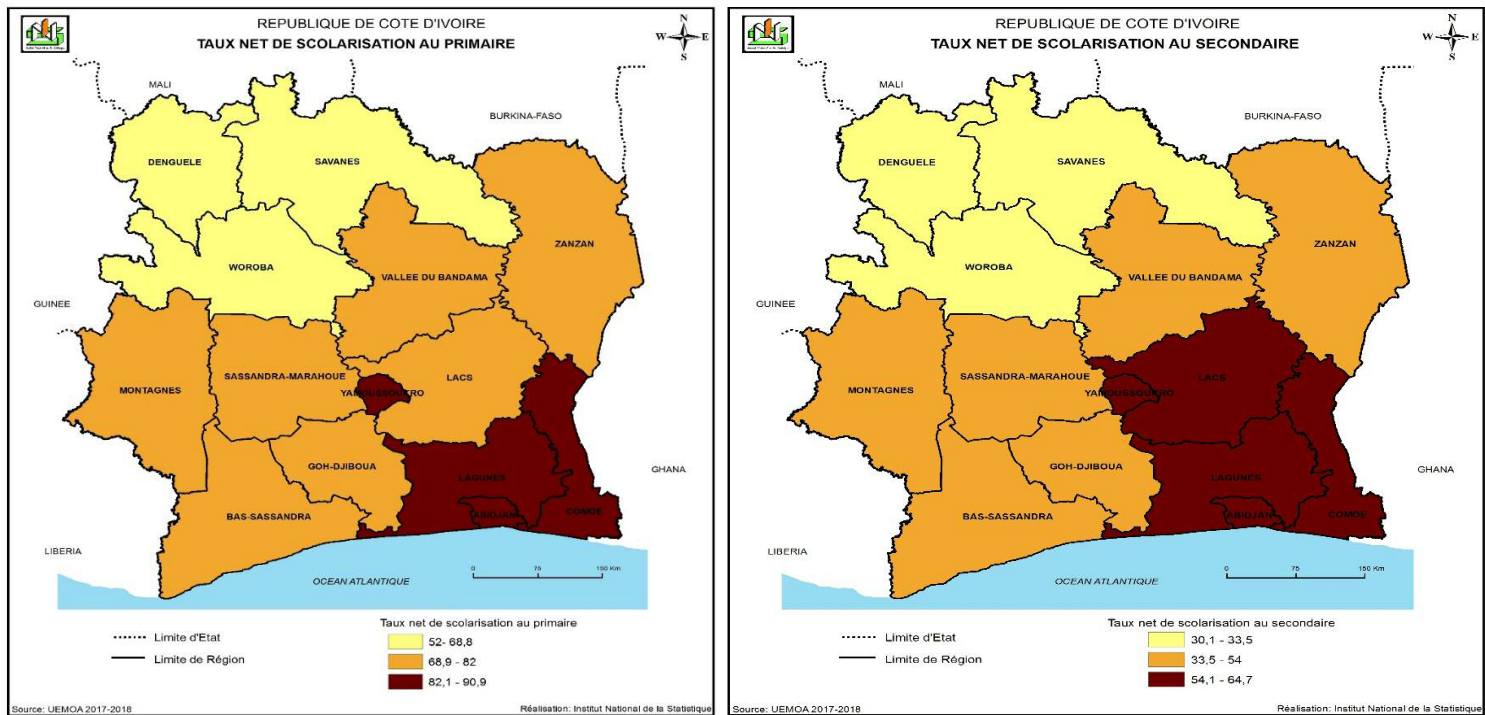
du taux de scolarisation net du secondaire selon le genre met en lumière une forte scolarisation des garçons (56,4%) au détriment des filles (47,4%), soit 9 points d'écart. Le milieu de résidence, en termes de meilleur taux net de scolarisation met première position la ville d'ABIDJAN (62,4%), les autres villes (56,9%) et le milieu rural au bas de l'échelle, avec un taux nettement faible (38,5%).

Tableau 1.6: Taux de scolarisation du primaire et du secondaire par sexe selon la région et le milieu de résidence, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Taux net de scolarisation au primaire			Taux net de scolarisation au secondaire		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Région						
Autonome d'Abidjan	92,5	89,2	90,9	65,6	49,8	56,7
Autonome de Yakro	90,5	87,5	89,1	68,6	58,0	63,5
Bas-Sassandra	78,6	76,8	77,7	51,1	45,5	48,7
Comoé	85,5	86,4	85,9	60,8	59,0	59,9
Denguélé	72,2	64,9	68,8	37,7	29,1	33,5
Gôh-Djiboua	80,6	73,9	77,7	61,0	45,8	54,0
Lacs	83,9	79,7	82,0	64,0	59,5	61,9
Lagunes	88,3	83,2	85,8	66,6	62,4	64,7
Montagnes	83,7	79,3	81,8	52,9	43,6	48,9
Sassandra-Marahoué	79,0	76,8	78,0	55,3	46,2	51,5
Savanes	49,9	55,1	52,0	35,6	27,8	32,0
Vallée du Bandama	81,5	82,2	81,8	54,7	46,0	50,4
Woroba	68,1	66,0	67,1	33,9	25,8	30,1
Zanzan	73,6	73,4	73,5	54,6	38,8	47,1
Milieu de résidence						
Abidjan	93,0	89,1	91,1	67,2	56,7	62,4
Autres urbains	81,2	79,7	80,5	66,4	49,5	56,9
Rural	74,6	73,5	74,1	40,9	35,4	38,5
Côte d'Ivoire	79,5	78,2	78,9	56,5	47,4	52,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Carte 1.2 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire, Côte d'Ivoire, 2017



1.2.3. L'alphabétisation des adultes

L'alphabétisation a été appréhendée par le fait de savoir lire et écrire une phrase dans une langue quelconque.

Le taux d'alphabétisation (Tableau 1.7) se rapportant à la population âgée de 15 ans ou plus s'établit à 71,5% au niveau national dont 43,1% alphabétisés en langue nationale et 57,3% en français. Il présente des disparités notables selon le sexe (ce taux est de 76,6% pour les hommes et

66,1% pour les femmes), le milieu de résidence (plus de huit personnes sur dix (80,1%) en milieu urbain sont alphabétisées alors que c'est six personnes sur dix (60,7%) qui le sont en milieu rural). La région des Savanes est la moins alphabétisée avec un taux de 36,8%.

Tableau 1.7: Taux d'alphabétisation des adultes selon la région par sexe et milieu de résidence, Cote d'Ivoire, 2017

Région/Indicateurs	Sexe		Milieu de résidence		Total
	Homme	Femme	Urbain	Rural	
Autonome d'Abidjan					
Taux alphabétisation en langue nationale	56,8	51,9	54,5	45,3	54,4
Taux alphabétisation en français	85,5	74,0	79,7	81,2	79,7
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	90,9	83,6	87,2	87,5	87,2
Autonome de Yamoussoukro					
Taux alphabétisation en langue nationale	53,3	51,4	54,7	46,7	52,4
Taux alphabétisation en français	82,8	67,6	80,1	63,1	75,3
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	94,8	88,2	93,5	86,5	91,5
Bas-sassandra					
Taux alphabétisation en langue nationale	54,6	49,0	58,5	48,2	51,9
Taux alphabétisation en français	67,4	49,5	78,8	47,2	58,7
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	78,0	66,4	84,3	65,5	72,3
Comoé					
Taux alphabétisation en langue nationale	35,7	31,7	36,0	31,4	33,8
Taux alphabétisation en français	68,8	58,4	75,1	52,2	63,8
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	77,7	68,4	82,1	64,0	73,2
Denguélé					
Taux alphabétisation en langue nationale	39,5	33,1	42,4	33,3	36,3
Taux alphabétisation en français	32,4	16,1	39,6	16,7	24,1
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	58,6	42,9	64,8	43,8	50,6
Gôh-Djiboua					
Taux alphabétisation en langue nationale	26,1	31,1	26,0	30,1	28,5
Taux alphabétisation en français	52,8	40,4	55,8	41,1	46,9
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	60,6	53,9	62,8	53,9	57,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Tableau 3.7 (suite) : Taux d'alphabétisation des adultes selon la région par sexe et milieu de résidence, Côte d'Ivoire, 2017

Région/Indicateurs	Sexe		Milieu de résidence		Total
	Homme	Femme	Urbain	Rural	
Lacs					
Taux alphabétisation en langue nationale	40,6	32,1	40,9	33,7	36,2
Taux alphabétisation en français	62,0	40,6	66,5	42,8	50,9
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	68,9	52,0	69,5	55,2	60,1
Lagunes					
Taux alphabétisation en langue nationale	57,3	50,6	56,5	52,7	54,0
Taux alphabétisation en français	73,5	53,6	75,9	57,7	63,6
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	84,5	71,6	82,7	75,9	78,1
Montagnes					
Taux alphabétisation en langue nationale	7,5	5,7	12,5	3,9	6,7
Taux alphabétisation en français	65,6	48,3	62,4	55,3	57,6
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	67,7	50,2	64,4	57,3	59,6
Sassandra-Marahoue					
Taux alphabétisation en langue nationale	59,1	48,2	53,0	54,7	53,8
Taux alphabétisation en français	62,4	39,4	58,9	42,5	51,2
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	80,9	67,0	75,6	72,5	74,1
Savanes					
Taux alphabétisation en langue nationale	28,3	24,5	34,5	19,4	26,4
Taux alphabétisation en français	31,0	14,8	38,0	9,9	22,9
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	42,0	31,7	52,9	23,0	36,8
Vallée du Bandama					
Taux alphabétisation en langue nationale	68,5	65,9	65,9	69,2	67,3
Taux alphabétisation en français	52,2	38,2	58,1	27,6	45,4
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	83,9	81,3	87,0	76,5	82,6
Woroba					
Taux alphabétisation en langue nationale	53,8	48,6	49,2	51,7	51,1
Taux alphabétisation en français	28,4	13,5	37,0	16,1	20,9
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	65,7	54,2	64,2	58,7	59,9
Zanzan					
Taux alphabétisation en langue nationale	30,5	26,5	44,8	22,5	28,4
Taux alphabétisation en français	50,9	33,1	61,1	34,7	41,6
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	73,6	60,5	78,5	62,6	66,8
Côte d'Ivoire					
Taux alphabétisation en langue nationale	45,2	41,0	48,8	36,1	43,1
Taux alphabétisation en français	65,0	49,3	69,9	41,5	57,3
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	76,6	66,1	80,1	60,7	71,5
Total	12 678 358	11 892 527	12 678 500	11 892 385	24 570 886

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.3. Caractéristiques socioéconomique de la population

Cette session est consacrée à la présentation des résultats concernant la sous-utilisation de la main d'œuvre, le marché du travail, la structure et la dynamique des emplois.

1.3.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre

Le taux de chômage est un des indicateurs des tensions sur le marché du travail, qui marque le déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi. En Côte d'Ivoire, le taux de chômage calculé selon l'ERI-ESI2017 au sens du BIT est de 3,3%.

Le taux combiné du chômage et du sous-emploi lié à la durée du travail est estimé à 12% de la main d'œuvre. Celui, du taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle, est de 12,3%, le taux de sous-utilisation de la main d'œuvre est de 20,2%. Il est de 3,9% chez les femmes et de 2,9% chez les hommes. Ce chômage frappe plus les jeunes générations, notamment les jeunes de 15-34 ans qui ont un taux variant entre 5,7% pour les 15-24 ans et 4,7% pour les 25-34 ans. Ce sont les personnes les plus instruites qui sont exposés au chômage en Côte d'Ivoire. Il est de 6,4% et 12,4% respectivement chez les personnes ayant le niveau secondaire et le supérieur. Le chômage est également important en milieu urbain (5,4%), notamment à Abidjan (8,6%).

Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage et Taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle sont respectivement de 12% et 12,3%, les femmes sont plus frappées (12,3% et 18,2%) que les hommes (11,8% et 7,8% respectivement). Ces différents taux montrent que ce sont les jeunes générations (15-34 ans), les personnes instruites (ayant au moins le niveau secondaire) et résidant en milieu urbain qui sont les plus concernés.

Enfin, en Côte d'Ivoire, la main d'œuvre est totalement sous utilisée avec un taux de 20,2%. Cette sous-utilisation est plus importante chez les femmes (25,3%) avec 9 points de plus que le taux des hommes (16,3%), chez les jeunes générations (31,4% chez les 15-24 ans et 26,3% chez les 25-34 ans), les personnes instruites (42,2% chez les personnes ayant atteint le supérieur) et en milieu urbain (24,8% dont 30,2% à Abidjan).

Tableau 1.8 : Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Taux de chômage BIT [1]	Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage	Effectif	Taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle	Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre	Effectif
Sexe						
Homme	2,9	11,8	4 731 492	7,8	16,3	4 985 888
Femme	3,9	12,3	3 232 541	18,2	25,3	3 798 050
Age						
15 - 24 ans	5,4	14,8	1 285 968	23,8	31,4	1 597 312
25 - 34 ans	4,7	13,6	2 647 310	15,7	23,6	2 990 762
15 - 34 ans	4,9	14,0	3 933 278	18,5	26,3	4 588 074
35 - 44 ans	2,2	11,8	2 112 251	7,3	16,4	2 227 949
45 - 54 ans	1,3	8,4	1 138 206	4,3	11,3	1 174 910
55 - 64 ans	0,8	8,4	552 402	2,6	10,1	562 670
65 ans et plus	0,9	5,6	226 633	1,9	6,6	229 074
Niveau d'instruction						
Aucun	1,3	7,5	4 003 368	8,6	14,3	4 322 026
Primaire	2,2	11,8	1 832 304	11,8	20,4	2 030 096
Secondaire	6,4	17,5	1 614 154	16,8	26,7	1 816 549
Supérieur	12,4	30,8	514 206	26,8	42,2	615 267
Milieu de résidence						
Abidjan	8,6	20,0	1 993 669	20,3	30,2	2 285 643
Autres urbains	2,8	12,1	2 380 390	11,5	20,0	2 614 793
Ens. urbain	5,4	15,7	4 374 059	15,6	24,8	4 900 437
Rural	0,6	7,5	3 589 973	8,1	14,5	3 883 502
Côte d'Ivoire	3,3	12,0	7 964 033	12,3	20,2	8 783 938

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.3.2. Bilan de l'emploi

En Afrique et plus spécifiquement en Côte d'Ivoire, le secteur informel est le grand pourvoyeur de l'emploi. Le bilan de l'emploi (**Tableau 1.9**) se présente comme suit :

- ◆ Près de neuf emplois sur dix (88,46%) sont fournis par le secteur informel quel que soit le secteur d'activité. Ce niveau atteint même 97,5% dans les ménages et 92,3% dans le secteur privé contre 13,8% dans le secteur public ;
- ◆ La dominance de l'emploi informel est plus marquée dans le secteur institutionnel agricole avec 90,4% que dans le secteur institutionnel non agricole avec 87%.

Tableau 1.9: Bilan de l'emploi, Côte d'Ivoire, 2017

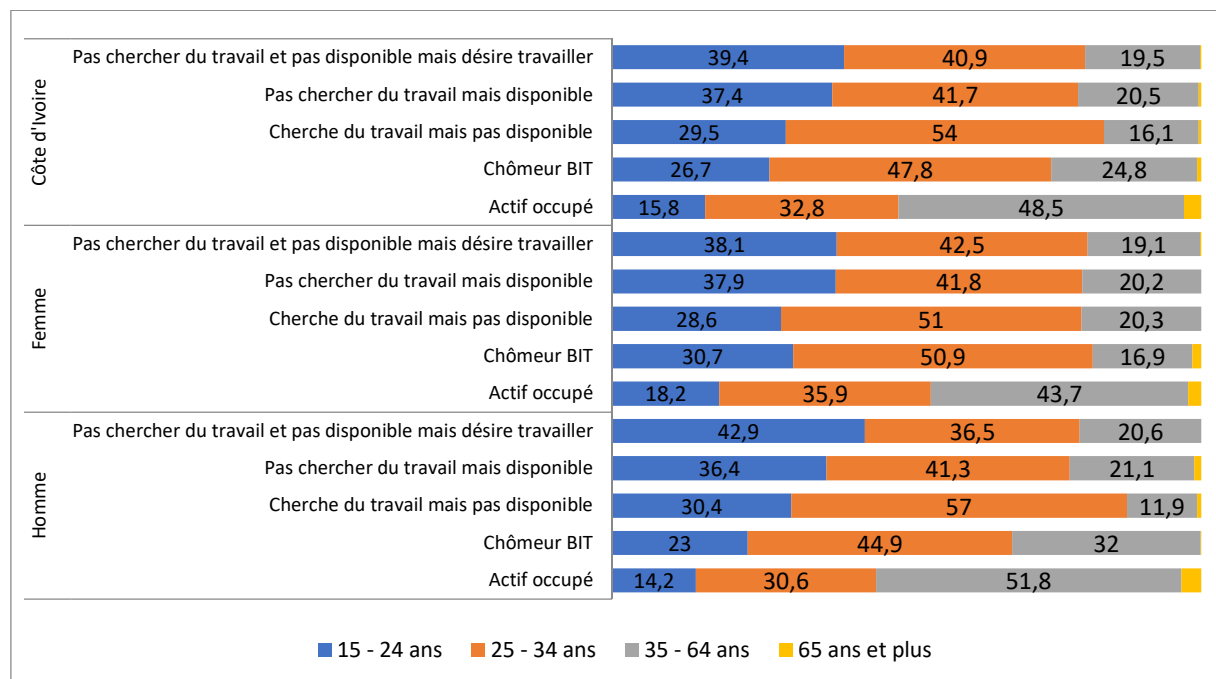
Caractéristiques de l'emploi		Activité principale			Effectif
		Emplois formels	Emplois informels	Total	
Secteur institutionnel non agricole [1]	Secteur public	86,3	13,7	100,0	380 654
	Secteur privé	6,2	93,8	100,0	3 928 198
	Ménages	2,5	97,5	100,0	134 240
	Total	13,0	87,0	100,0	4 443 092
Secteur institutionnel agricole	Secteur public	56,1	43,9	100,0	1 267
	Secteur privé	9,6	90,4	100,0	3 201 809
	Ménages	0,0	0,0	0,0	
	Total	9,6	90,4	100,0	3 203 076
Total	Secteur public	86,2	13,8	100,0	381 921
	Secteur privé	7,7	92,3	100,0	71 300 077
	Ménages	2,5	97,5	100,0	134 240
	Total	10,4	91,6	100,0	7 646 169

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

La population en âge de travailler est la frange de la population potentiellement active et la définition adoptée par les pays semble être plutôt celle de l'âge de la population qui travaille ou qui est sur le marché du travail. Pour des raisons de comparabilité des données, le calcul des indicateurs classiques du marché du travail sera effectué pour la classe d'âge de 15 ans et plus et des sous-classes de 15-24 ans, 25-34 ans, 35-64 ans et de 65 ans ou plus. La situation dans l'emploi (**Graphique 1.3**) montre que :

- les personnes de 35-64 ans sont celles qui sont les plus occupées (48,5%) avec 43,7% chez les femmes et 51,8% chez les hommes. Elles sont suivies de celles de 25-34 ans (32,8%) et des 15-24 ans avec 15,8% ;
- Le chômage au sens du BIT frappe plus les jeunes et encore plus les femmes, notamment les personnes de 25-34 ans qui constituent 47,8% des chômeurs, dont 50,9% des femmes et 44,9% des hommes. Les personnes de 15-24 ans forment 26,7% des chômeurs ;
- Ce sont également ces jeunes qui déclarent être à la recherche du travail mais ne sont pas disponibles pour l'exercer. On retrouve 54% des jeunes de 25-34 ans (57% des hommes et 51% des femmes) et 29,5% des jeunes de 15-24 ans ;
- Parmi les personnes se déclarant ne pas être à la recherche de travail mais sont disponibles à l'exercer si l'occasion se présente, toutes les classes d'âges adoptent cette attitude avec de proportions variables et des variations de comportement selon le sexe : les jeunes de 25-34 ans sont ceux qui sont le plus dans cette attitude avec 41,7% (les femmes sont à 41,8% et les hommes 41,3%), suivi des jeunes de 15-24 ans à 37,4% ;
- Enfin, ce sont toujours ces jeunes qui ne recherchent de travail et qui ne sont pas disponibles pour l'exercer lorsque l'occasion va se présenter, notamment les jeunes de 15-24 ans à 39,4% et des jeunes de 25-34 ans à 40,9% et les femmes (42,5%) plus concernés ici que les hommes (236,5%).

Graphique 1.3: Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Ratio emploi-population

Le marché de travail en Côte d'Ivoire est caractérisé par une vulnérabilité non négligeable de l'emploi et une frange des jeunes de 15-34 ans ni dans l'emploi ni dans l'éducation. Le **Tableau 1.10** nous permet d'avoir une idée sur les possibilités d'emploi sur le marché du travail ivoirien. Sa lecture nous montre que :

- ◆ Les personnes se retrouvant dans la vulnérabilité de l'emploi, c'est-à-dire les travailleurs pour propre compte et travailleurs familiaux représentent 69,5% des emplois. Les femmes (80,8%) sont plus vulnérables dans l'emploi que les hommes (62,0%) et cette vulnérabilité dans l'emploi frappe plus les personnes âgées de 65 ans ou plus (83,3%) et les adultes de 35-64 ans (70,6%), les personnes résidant en milieu rural (85,0%), les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (81,5%) et celles dont le niveau d'instruction n'a pas dépassé le primaire (71,8%) et les personnes résidant dans les régions de Denguélé (86,5%), des Lacs (87,5%), Savanes (90,1%) et de Woroba (87,8%) ;
- ◆ Les emplois disponibles représentent 54,2% des âge de travailler (15 ans ou plus) et cette proportion est plus importante chez les hommes 63,7%%), les personnes n'ayant atteint le niveau d'instruction primaire (64,9%), les personnes âgées de 25-64 ans (62,4% pour les 25-34 ans et 72,5% pour les 35-64 ans), dans le milieu rural (59,0%) et dans les régions des Degué (64,9%), Sassandra-Marahoué (64,1%) et des Savanes (64,9%) ;
- ◆ Le taux d'emploi précaire est de 16,1% et cette précarité de l'emploi est marquante chez les hommes (19,6%), les personnes ayant au moins le niveau du secondaire (21,8% pour le secondaire et 22,3% pour le supérieur), les jeunes de 15-24 ans (23,4%), dans le milieu urbain (19,0% dont 29,1% à Abidjan) et dans les régions de Comoé (24,4%) et Vallée der Bandama (22,8%) ;
- ◆ Le taux de pluriactivité ou la proportion de la population exerçant au moins deux activités est de 10,0%. Par rapport au niveau national, les hommes sont plus concernés (11,4%), les personnes ayant atteint le niveau primaire (11,1%), résidant en milieu rural (14,3%) ou dans les régions des Lacs (18,2%) et de Zanzan (17,8%) ;
- ◆ Une part non négligeable des jeunes de 15-34 ans ne sont ni dans le système éducatif ni dans l'emploi (34,8% pour les 15-24 ans et 34,4%

pour 15-35 ans), notamment les femmes (44,2% et 45,5% respectivement), ceux n'ayant aucun niveau d'instruction (55,4% pour les 15-24 ans et 36,9% pour 24-35 ans) et ceux ayant le niveau primaire (respectivement 55,2% et 40,1%) et des régions de Bas-Sassandra (45%), Gôh-Djiboua (44,8%), Vallée du Bandama (44,1%), Woroba (45,6%) et de Zanzan (45,6%) ;

- ◆ Le taux de salarisation est de 23%. Par rapport au niveau national, il est plus important chez les hommes (29,1%), chez les personnes ayant atteint au moins le secondaire (41,2% pour le secondaire et 71,1% pour le supérieur), chez les

personnes âgées de moins 65 ans (le taux est supérieur à 22% dans chaque groupe d'âges), dans la ville d'Abidjan (44,7%) et Yamoussoukro (31,7%) et dans les régions de Comoé (32,3%) et de Vallée de Bandama (28,1%) ;

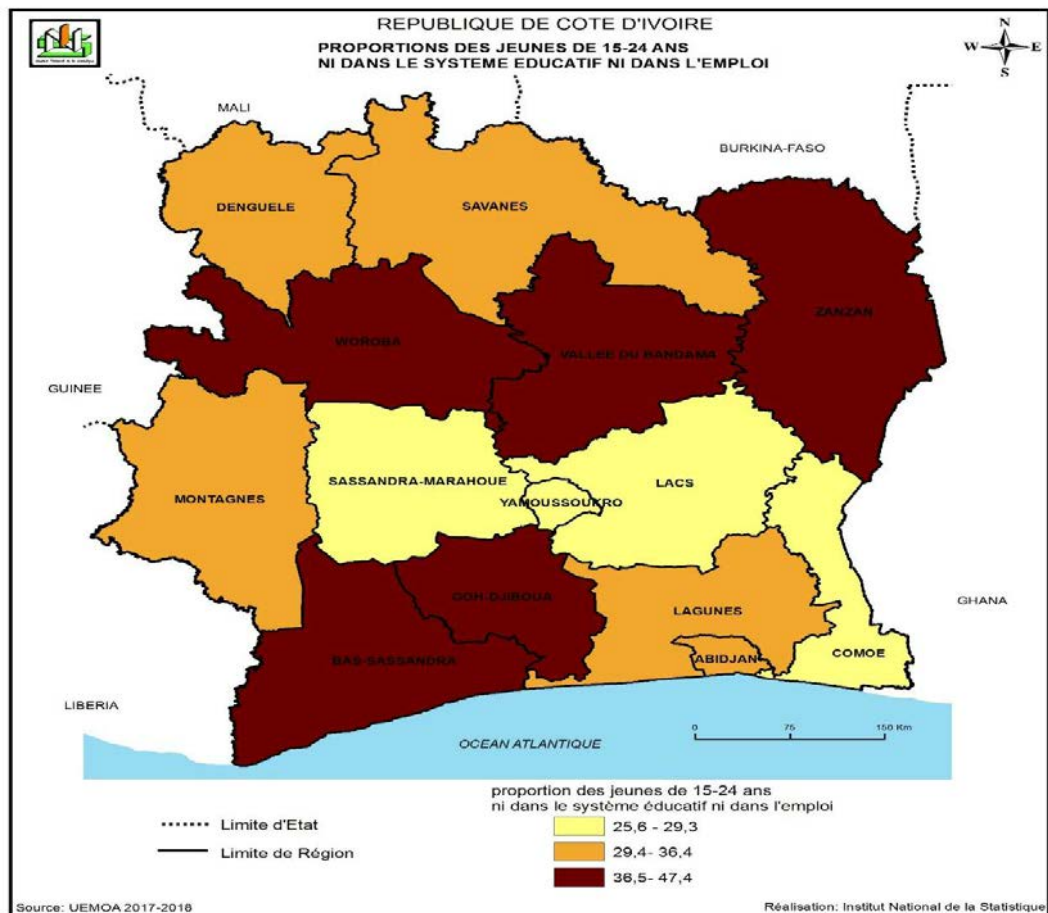
- ◆ Le taux de salarisation atteint 35,5% dans le secteur non agricole (49,0% chez les hommes et 14,1% chez les femmes de cette catégorie). Le niveau de salarisation est de 51,3% chez les personnes ayant atteint le secondaire dont 39,6% chez les femmes et de 74,3% pour les personnes ayant le supérieur dont 70,9% pour les femmes du secteur non agricole.

Tableau 1.10: Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Ratio emploi/population des 15 ans et plus	Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux	Taux emplois précaires	Taux de pluriactivité	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi [1]	Jeunes de 15-35 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi	Taux de salarisation	Taux de salarisation dans le secteur non agricole	Taux de salarisation des femmes dans le secteur non agricole	Effectif
Sexe										
Homme	63,7	62,0	19,6	11,4	25,2	22,3	29,1	49,0		4 561 719
Femme	44,4	80,8	10,9	8,0	44,2	45,5	14,1	20,2	20,2	3 084 449
Niveau d'instruction										
Aucun	59,1	81,5	12,1	10,2	55,4	44,7	12,3	21,3	10,8	3 921 344
Primaire	64,9	71,8	18,3	11,1	55,2	40,1	19,3	27,4	13,8	1 777 983
Secondaire	42,7	50,2	21,8	8,9	17,9	23,3	41,2	51,3	39,6	1 499 686
Supérieur	36,8	20,9	22,3	7,4	6,0	14,0	71,1	74,3	70,9	447 154
Age										
15 - 24 ans	27,6	68,3	23,4	4,9	34,8	34,8	22,6	34,7	26,5	1 207 372
25 - 34 ans	62,4	67,4	19,0	8,7	38,3	34,9	24,9	34,4	21,6	2 503 932
35 - 64 ans	72,5	70,6	12,4	12,3	55,3	26,2	22,9	37,0	16,6	3 710 578
65 ans et plus	37,8	83,3	5,3	14,6		81,0	7,9	22,1	5,0	223 033
Milieu de résidence										
Abidjan	52,5	43,0	29,1	4,4	33,1	33,7	47,1	46,8	34,0	1 808 301
Autres urbains	49,3	66,6	19,0	7,8	27,3	30,2	26,3	34,0	15,4	2 296 887
Rural	59,0	85,0	7,5	14,3	44,1	38,6	8,7	17,8	7,9	3 540 981
Région										
Autonome d'Abidjan	52,7	43,4	29,0	4,4	33,1	33,6	46,6	46,4	33,3	1 843 588
Autonome de Yamkro	55,6	63,5	17,9	7,0	25,3	26,3	31,7	36,5	21,4	134 453
Bas-sassandra	52,3	80,0	11,6	8,2	45,0	42,5	15,1	26,7	6,2	646 966
Comoé	59,0	61,6	24,4	12,8	29,4	27,9	32,3	39,5	17,7	451 740
Denguelé	64,9	86,5	7,7	7,6	37,2	32,2	8,9	25,1	8,5	100 818
Gôh-Djiboua	39,9	55,5	17,5	5,0	44,8	49,1	23,3	32,8	11,2	392 621
Lacs	61,5	87,5	4,6	18,2	22,4	22,3	10,7	28,8	15,8	471 832
Lagunes	54,8	72,3	16,0	10,1	25,8	26,1	20,4	26,7	15,0	503 044
Montagnes	55,5	82,7	10,1	14,2	38,7	35,4	9,1	21,1	5,1	765 543
Sassandra-Marahoue	64,1	81,8	8,0	13,6	24,2	23,5	10,9	22,7	11,9	856 275
Savanes	64,9	90,1	5,8	10,7	30,0	28,1	7,3	19,1	9,6	605 957
Vallée du Bandama	41,2	66,6	22,8	8,7	44,1	46,6	28,1	35,9	18,9	367 968
Woroba	57,1	87,8	6,7	12,9	45,6	40,5	8,5	24,6	9,2	262 064
Zanzan	45,8	82,6	9,4	17,8	45,6	44,4	12,4	22,1	9,6	243 298
Côte d'Ivoire	54,2	69,5	16,1	10,0	34,8	34,4	23,0	35,5	20,2	7 646 169

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Carte 1.3 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Côte d'Ivoire, 2017



Il est généralement admis qu'il existe une forte corrélation entre le niveau d'études et celui du salaire perçu. L'analyse des données issue de cette enquête ne déroge pas à la règle. Il ressort du **Graphique 1.4** que le niveau du revenu mensuel reste globalement lié au nombre d'années d'études.

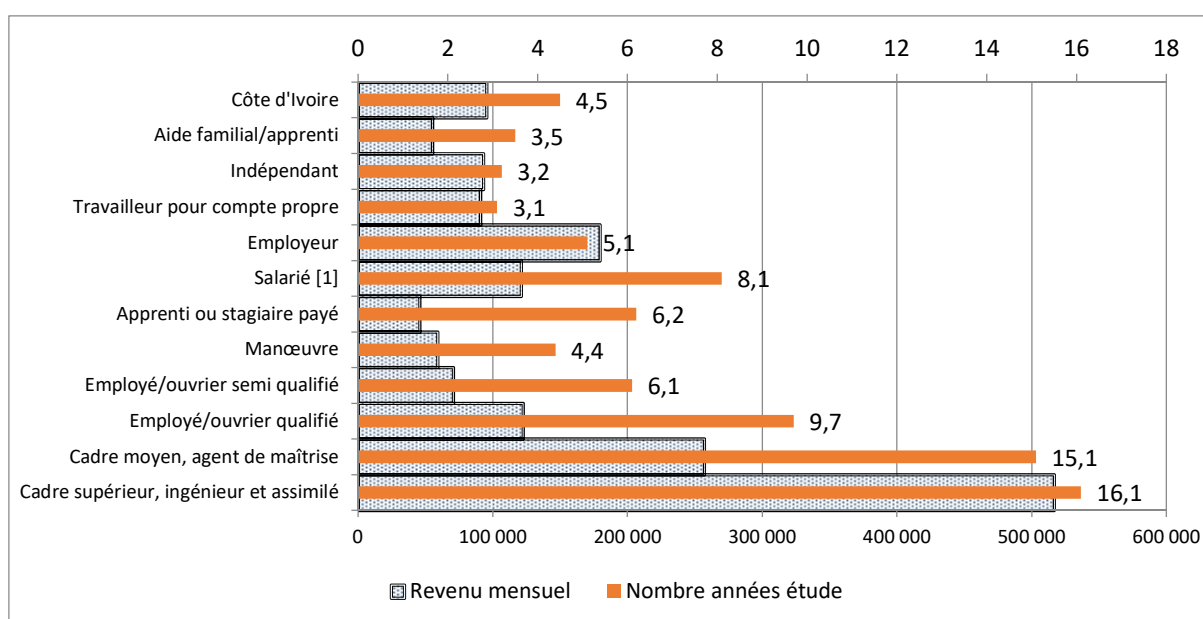
Notons d'abord qu'en Côte d'Ivoire, le nombre moyen d'étude réalisée est de 4,5 ans. Ce nombre d'années varie avec le statut dans la profession et la catégorie socioprofessionnelle des travailleurs. Elle passe de 3,5 ans chez les aides familiaux ou apprentis à 8,1 ans chez les salariés et avec le nombre d'études des employeurs (5,1 ans) qui n'est pas loin le nombre moyen d'études. Par ailleurs, le nombre d'années d'études réalisées passe de 4,4 ans chez les manœuvres pour atteindre 15,1 ans chez les cadres moyens et agents de maîtrise et à 16,1 ans chez les cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés.

Quand on met en relation le niveau d'études et le salaire perçu, selon le statut dans la profession, le

niveau de salaire augmente avec le niveau d'étude. Le niveau de revenu moyen en Côte d'Ivoire est de 95.455 FCFA pour 4,4 ans d'études. Ce revenu varie selon le statut dans la profession de 55.133 FCFA chez les apprentis/aides familiaux (3,5 ans d'études) à 121.055 FCFA chez les salariés (8,1 ans d'études). Notons que les employeurs qui ont niveau d'études inférieur à celui de salariés perçoivent les revenus les plus élevés (179.482 FCFA).

Selon le statut socioprofessionnel, le revenu moyen varie de 59.059 FCFA chez les manœuvres (4,4 ans d'études) à 515.766 FCFA chez les cadres supérieurs/ingénieurs et assimilés (16,1 ans d'études).

Graphique 1.4: Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Dans les États membres de l'UEMOA, les lois existantes sur l'emploi instituent un salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) aux travailleurs et en général, elle n'est toujours pas respectée.

En Côte d'Ivoire, 56,8% de la main d'œuvre perçoivent un revenu moyen inférieur au SMIG. Plus de trois quart apprentis/aides familiaux (76,3%) perçoivent un revenu moyen inférieur au SMIG et cette proportion est de 59,9% chez les travailleurs

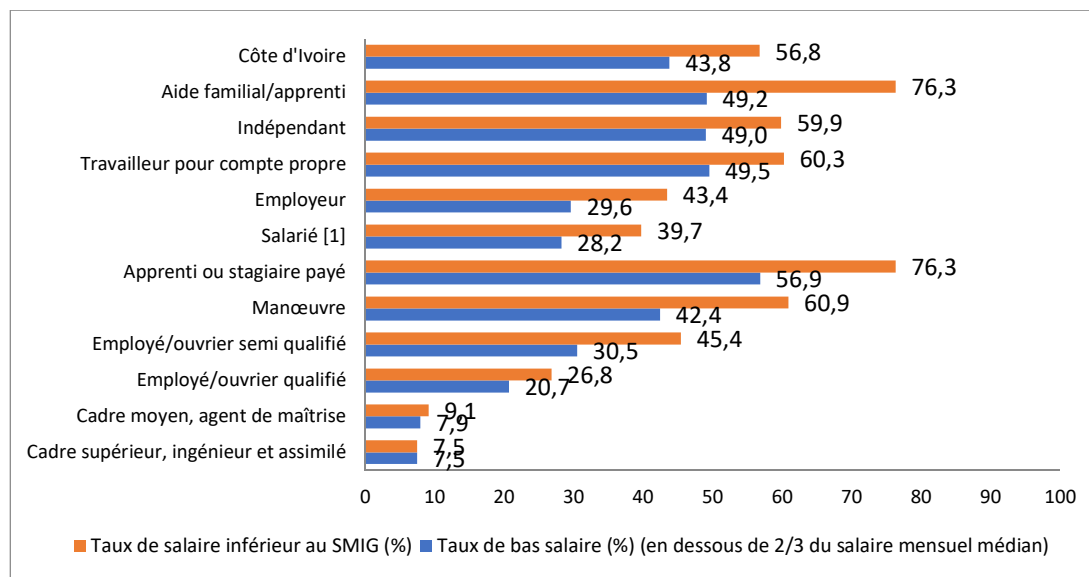
indépendants et 60,3% chez les travailleurs à leur propre compte et 39,7% chez les salariés. Selon le statut professionnel, ce sont les apprentis ou stagiaires payés qui sont les plus frappés (76,3%), suivi de manœuvres (60,9%) et des ouvriers semi

qualifiés (45,4%). Cette proportion diminue lorsque le niveau de qualification des travailleurs augmente.

Par ailleurs, dans ces états où le secteur informel est très prépondérant en matière d'utilisation de la main d'œuvre, la main d'œuvre vit dans une situation de précarité marquée par un taux élevé de bas salaire? En effet, en Côte d'Ivoire, plus quatre travailleurs sur dix (43,8%) perçoivent de bas salaire (en dessous du

2/3 du salaire médian). Ce niveau de bas salaire frappe toutes les catégories de travailleurs, mais le niveau de bas salaire diminue avec la qualification de la main d'œuvre. La proportion passe de 49,2% chez aides familiaux à 28,2% chez les salariés. Selon le statut socioprofessionnel, cette proportion passe de 56,9% chez apprentis ou stagiaires payés à 7,5% chez les cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés.

Graphique 1.5: Taux de bas salaire et taux de salaire inférieur au SMIG selon la CSP, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.4. Qualité de l'insertion sur le marché du travail

1.4.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier

L'insertion professionnelle est le processus qui conduit une personne de rentrer en contact avec le milieu de travail ou réadapter au marché de travail. Plus spécifiquement se réadapter au marché signifie qu'à un moment donné, le travailleur se trouve confronter à des difficultés qui l'amènent à procéder à une mutation professionnelle et plusieurs raisons peuvent conduire le travailleur à changer de travail.

Les résultats de l'enquête ERI-ERI (**Tableau 1.11**) montrent qu'il existe deux principales raisons spécifiques qui peuvent conduire un travailleur à changer de métier : faible débouché pour le métier de base (19,0%) et la faible rémunération dans le métier de base ou la pénibilité du travail 31,8%). Toutefois, près de la moitié des travailleurs (48,4%) n'ont pas pu définir avec précision leur motif de mutation.

Cette tendance reste la même quel que soit le type de formation reçue mais avec des proportions variables, à l'exception des travailleurs eu un apprentissage fortuit ou aléatoire dont les motifs sont outre le faible débouché pour le métier de base (46,8%), on a le métier de base déclassé à cause du progrès technique (23,7%).

Tableau 1.11: Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Côte d'Ivoire, 2017

Type de formation	Raison du changement de métier			
	Faible débouché pour le métier de base	Métier de base déclassé à cause du progrès technique	Métier de base à faible rémunération ou aux conditions de travail pénible	Autre raison
Enseignement formel	24,6	0,0	16,8	58,6
Enseignement non formel	17,6	0,0	47,8	34,7
Apprentissage informel	8,4	1,3	51,9	38,4
Apprentissage fortuit ou aléatoire	46,8	23,7	0,0	29,5
Côte d'Ivoire	19,0	0,8	31,8	48,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.4.2. Mobilité dans l'emploi

Les résultats liés à la mobilité dans l'emploi et dans l'activité (**Tableau 1.12**) montrent que sur le plan national, 10,3% des personnes de 15 ans ou plus affirment avoir eu un emploi antérieur et il n'y a aucune différence selon le sexe (10,4% pour les hommes et 10,2% pour les femmes). Les régions des Lacs (22,6%), de Yamoussoukro (13,4%), Bas-Sassandra (13,2%) et Abidjan (12,6%) sont les régions dans lesquelles les actifs ont déclaré le plus avoir eu un emploi antérieur. Ce type de mobilité dans l'emploi est plus fort en milieu urbain (11 %) qu'en milieu rural (19,48%). Les personnes ayant atteint le niveau d'étude du primaire (13,7%) sont plus mobiles que les autres, notamment ceux ayant le niveau supérieur (6,1%).

Par ailleurs, dans l'environnement des nouvelles technologies et de communication, la mobilité en termes de changement de métier ou d'activité est très importante. Ainsi, sur le plan national, 87,8% des personnes de 15 ans ou plus ont déclaré avoir

changé de métier. Les hommes (88,2%) changent plus de métier que les femmes (87,2%). Ce sont dans les régions de Gôh Djoboua (99,3%), des Montagnes (97%) et de Woroba (97,4%) et milieu urbain (91,7%) que le changement de métier est plus important.

Aussi, l'impact des TICs favorise également des changements d'activités car certaines activités deviennent obsolètes et disparaissent du marché de travail. L'enquête ERI-ESI a permis de constater le changement des activités est généralisé (87,9%) et il y a de différence entre le comportement des hommes (88,8%) et des femmes (86,4%). Le changement d'activité est plus présent dans la région de Gôh Djoboua (98,5%), des Montagnes (95,5%) et de Woroba (95,0%), chez les personnes ayant atteint le niveau d'instruction du primaire et secondaire (91,4% respectivement).

Tableau 1.12: Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur (%)	% d'actifs occupés ayant changé de métier	% d'actifs occupés ayant changé d'activité
Sexe			
Homme	10,4	88,2	88,8
Femme	10,2	87,2	86,4
Niveau d'instruction			
Aucun	9,9	83,9	83,3
Primaire	13,7	90,2	91,4
Secondaire	9,8	91,9	91,4
Supérieur	6,1	87,5	90,5
Milieu de résidence			
Abidjan	12,5	92,2	94,1
Autres urbains	9,8	91,2	89,8
Ensemble urbain	11,0	91,7	91,9
Rural	9,4	82,3	82,2
Région			
Autonome d'Abidjan	12,6	92,3	94,1
Autonome de Yamkro	13,4	93,9	92,7
Bas-sassandra	6,3	82,5	85,7
Comoé	13,2	93,2	89,0
Denguelé	7,1	95,3	93,5
Gôh-Djiboua	6,0	99,3	98,5
Lacs	22,6	60,5	60,1
Lagunes	9,1	92,4	91,3
Montagnes	11,7	97,0	95,5
Sassandra-Marahoue	7,5	90,6	91,4
Savanes	7,0	93,0	94,0
Vallée du Bandama	9,3	91,0	90,1
Woroba	5,6	97,4	95,0
Zanzan	6,9	90,4	90,1
Côte d'Ivoire	10,3	87,8	87,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

1.5. Trajectoire et perspectives

1.5.1. Mobilité sociale

La mobilité sociale concerne les changements de statut social des individus ou des groupes sociaux au cours du temps, ainsi que les différences entre le statut social des parents et celui de leurs enfants. Plusieurs facteurs favorisent cette mobilité, parmi lesquels l'éducation. Les études menées jusqu'à présent, ont montré que dans l'ensemble, le niveau d'éducation scolaire s'améliore d'une génération à l'autre.

En Côte d'Ivoire (**Tableau 1.13**), près d'un tiers des jeunes de 15-24 ans (33%) ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père. Le nombre d'années d'études en plus par rapport à leur père est 7,5 ans. La proportion de ces enfants et le nombre d'années en plus décroissent régulièrement quand le niveau d'instruction du père augmente. La proportion de ces enfants de 15-24 ans passe de 78,9% avec un nombre d'années en plus de 9,1 ans, lorsque le père n'atteint que le primaire à 44,4% et avec un nombre d'années en plus de 6,2 ans lorsque le père a un niveau du supérieur.

La tendance chez les jeunes de 25-34 ans est identique à celle précédemment étudiée. En effet, la proportion de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père est de 21,6% et le nombre d'années d'études effectuées en plus par rapport à leur père est de 5,4 ans. La proportion varie de 66,6% et le nombre d'années en plus de 6,6 ans lorsque le père a le niveau d'instruction du primaire à 44,3% des enfants avec 4,3 ans d'années en plus lorsque le père a fait le supérieur.

Tableau 1.13: Table de mobilité scolaire, Côte d'Ivoire, 2017

Niveau d'instruction du père	% de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à leur père [1]	% de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 25 à 34 ans par rapport à leur père [1]
Aucun	0,0		0,0	
Primaire	79,8	9,1	66,6	6,6
Secondaire	75,5	6,2	59,5	4,8
Supérieur	44,4	6,2	44,3	4,3
Côte d'Ivoire	33,0	7,5	21,6	5,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[1] L'amélioration du niveau d'étude d'une génération à l'autre est sous-estimée car un certain nombre de jeunes n'ont pas encore terminé leur scolarité

Les données disponibles dans cette enquête montrent que globalement les enfants exercent plus dans le secteur agricole quel que soit le secteur d'activité des parents (48,4% pour le père et 51,9% pour la mère), puis dans le service (20,5% des enfants pour le père et 18% des enfants pour la mère) et commerce (19,9% des enfants pour le père et 19% des enfants des mères). Les données permettent de constater qu'une frange des enfants a tendance à adopter le statut social de leurs parents, notamment dans le secteur agricole (62% des enfants pour le père et 67,2% des enfants pour la mère).

Pour les parents exerçant dans le secteur de l'industrie, un peu plus du quart des enfants exercent

dans le même secteur que leurs parents (27,5% des enfants pour le père et 31,1% des enfants pour la mère). Les secteurs d'activité préférentiel des enfants est le commerce (26,1% des enfants du père) et le service (37,9% des enfants du père et 42,5% des enfants de mère).

Pour les enfants dont les parents ont exercé dans le secteur du commerce, ils préfèrent les secteurs du commerce (42,77% des enfants du père et 34,8% des enfants de mère) et du service (27,9% des enfants de père et 29,5% des enfants de mère).

Enfin, les enfants dont les parents ont exercé dans les services, préfèrent exercer dans tous les secteurs à l'exception du secteur agricoles.

Tableau 1.14. Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Côte d'Ivoire, 2017

Secteur d'activité des parents	Secteur d'activité					Effectif des enfants
	Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total	
Agriculture	62,0	8,2	15,7	14,0	100,0	4 053 796
Industrie	8,5	27,5	26,1	37,9	100,0	218 172
Commerce	11,1	18,3	42,7	27,9	100,0	534 821
Service	9,5	18,2	24,9	47,5	100,0	684 601
Ensemble père	48,4	11,2	19,9	20,5	100,0	5 491 390
Agriculture	67,2	7,9	13,6	11,4	100,0	2 805 236
Industrie	12,0	31,1	14,4	42,5	100,0	34 586
Commerce	19,0	16,8	34,8	29,5	100,0	1 003 342
Service	15,7	22,3	17,3	44,7	100,0	232 191
Ensemble mère	51,9	11,1	19,0	18,0	100,0	4 075 355

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

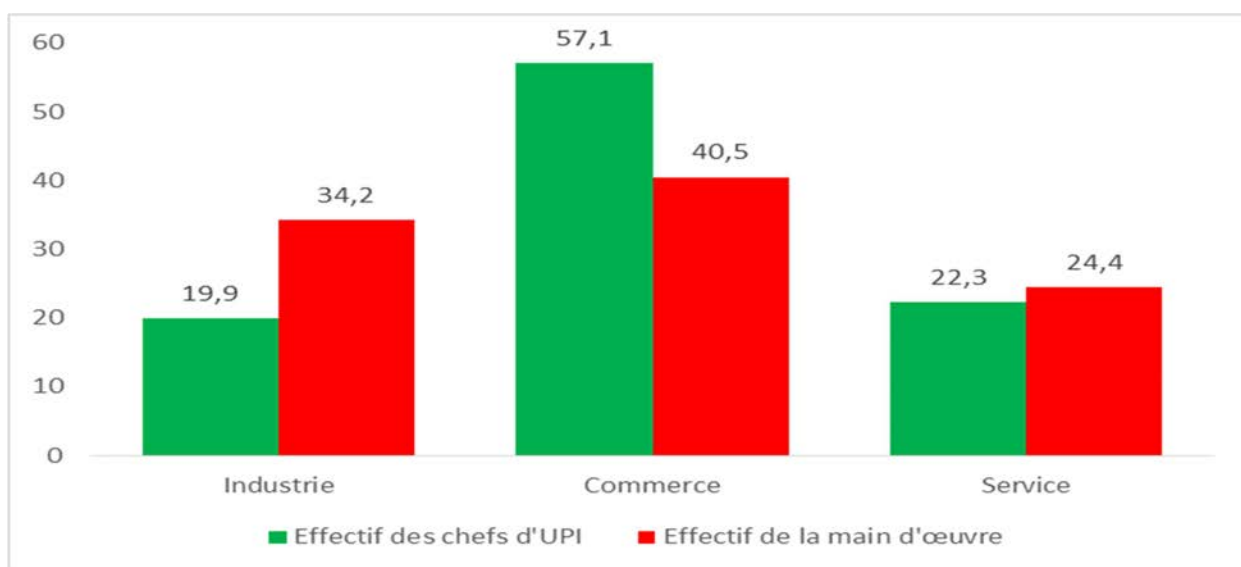
Chapitre 2: Caractéristique et poids du secteur informel

2.1. Conditions d'activités dans le secteur informel

L'enquête révèle qu'un total de 2 120 415 unités de production informelles ont été identifiées en Côte d'Ivoire. Ces UPI se répartissent à 19,9% dans l'industrie et utilisent 34,2% de la main d'œuvre,

57,1% dans le commerce avec 40,5% de la main d'œuvre utilisée et à 22,3% dans les services avec 24,4% de la main d'œuvre.

Graphique 2.1 : Répartition des UPI par branches d'activité, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Le **Tableau 2.1** donne les effectifs et la structure des CUPI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole. Il permet de faire les constats suivants:

Selon le secteur d'activité, c'est le secteur du commerce qui renferme 57,4% des UPI et utilise 34,4% de la main d'œuvre du secteur informel, suivi du secteur des services avec 22,5% des UPI et 24,8% de la main d'œuvre et enfin le secteur de l'industrie qui renferme 20,1% des UPI et 34,4% de la main d'œuvre.

Quatre activités renferment 83,5% des UPI et utilisent 74,3% de la main d'œuvre. Il s'agit de

l'activité de la fabrication qui a créé 15,5% des UPI avec 28,9% de la main d'œuvre, le commerce de détail avec 51,5% des UPI et 26,6% de la main d'œuvre, l'activité de l'hébergement et restauration avec 9,9% des UPI et utilisant 9,2% de la main d'œuvre et les autres activités non classées ailleurs (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.) avec 6,6% des UPI mais avec 10% de la main d'œuvre.

Tableau 2.1 : Effectif et structure des CUPi et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Côte d'Ivoire, 2017

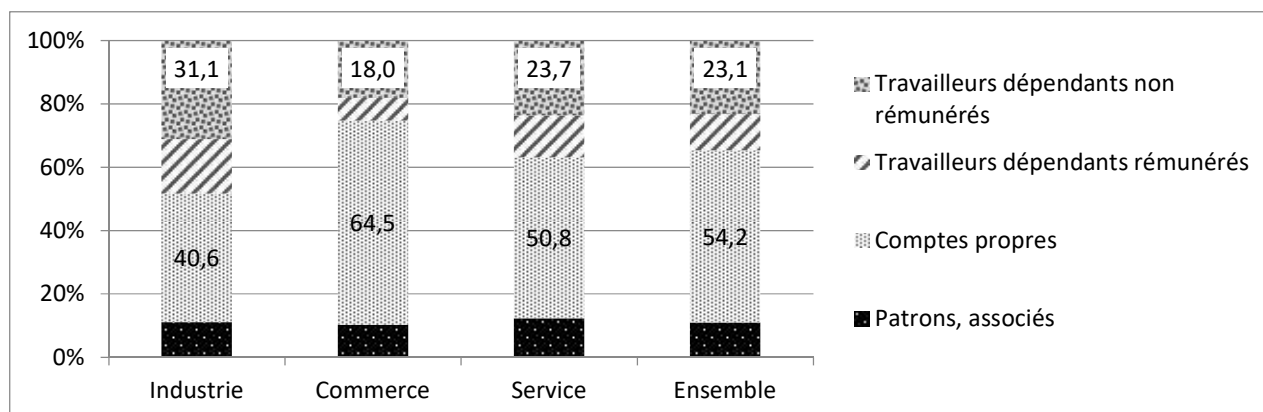
Branche d'activité	Effectif des chefs d'UPI	%	Effectif de la main d'œuvre	%
Activités extractives/mines	11 626	0,6	3 721	0,4
Activités de fabrication	327 622	15,5	279 620	28,9
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	355	0,0	322	0,0
Activités de construction	83 647	4,0	49 432	5,1
Industrie	423 250	20,1	333 095	34,4
Commerce et réparation des pièces automobiles	74 872	3,5	121 097	12,5
Commerce de gros	50 934	2,4	20 617	2,1
Commerce de détail	1 085 619	51,5	253 274	26,2
Commerce	1 211 425	57,4	394 988	40,8
Activités de transport	41 155	2,0	11 979	1,2
Activités d'entreposage	114	0,0	.	.
Activités d'hébergement et de restauration	209 394	9,9	89 206	9,2
Activités de l'information et de communication	24 574	1,2	13 302	1,4
Activités financiers et d'assurance	3 135	0,1	2 390	0,2
Activités immobiliers	6 816	0,3	14 637	1,5
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	2 932	0,1	2 074	0,2
Enseignement	11 074	0,5	.	.
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	21 098	1,0	2 695	0,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	14 143	0,7	6 335	0,7
Autres Activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	139 644	6,6	96 657	10,0
Activités spéciales des ménages	474	0,0	217	0,0
Service	474 553	22,5	239 492	24,8
Ensemble	21 020 415	100,0	975 719	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Une analyse de la main d'œuvre selon statut permet de constater que deux catégories se détachent (**Graphique 2.2**) que quel que soit le secteur d'activité considéré: les travailleurs pour compte propre à 54,2% de la main d'œuvre (de 40,6% dans

l'industrie à 64,5% dans le commerce), les travailleurs dépendants non rémunérés avec 23,1% de la main d'œuvre (variant 18% dans le commerce à 31,1% dans l'industrie) et les travailleurs dépendants rémunérés avec 11,5%.

Graphique 2.2: Répartition (en %) de la main d'œuvre dans les UPI, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel

Le secteur informel se caractérise généralement en Afrique par une grande précarité des conditions d'activité : locaux inadaptés, non accès aux principaux services publics (eau, électricité téléphone) La présente enquête montre que la situation n'a pas changé. Les Unités de production Informelles fonctionnent dans des conditions d'hygiène déplorable, notamment dans le secteur du commerce. Selon les données du **Tableau 2.2** :

- Très peu d'UPI disposent de système d'évacuation des déchets (7,3%) et la situation est plus déplorable en milieu rural (4,3%) et même à Abidjan la situation n'est pas si meilleure ((13,7%). Par rapport au secteur, l'absence de système d'évacuation est plus prononcée dans le commerce (5,9%) ;
- De même, la disponibilité de wc ou des latrines est également faible (11,4%) tant au milieu rural (8,3%), dans le commerce (8,1%) et à Abidjan on a que 15,8% des UPI possédant de latrines ; Un peu plus d'une UPI sur quatre (27,3%) est éclairée à l'électricité. Les UPI du milieu rural est moins éclairé (19,7%), ainsi que celle du secteur du commerce (24%). A Abidjan 38,6% des UPI sont éclairées à l'électricité ;
- Enfin l'accès à l'eau potable est très faible (12,0%), notamment en milieu rural (7,6%) et dans le secteur du commerce (9,2%).

Tableau 2.2: Disponibilité des services de base dans les UPI, Côte d'Ivoire, 2017

Milieu de résidence et Secteurs d'activité	% ayant accès à un système d'évacuation des déchets	% ayant un wc ou des latrines	% ayant de l'électricité	% ayant une eau courante
Abidjan				
Industrie	21,4	29,7	51,4	29,9
Commerce	9,0	9,6	32,4	14,8
Service	20,6	20,0	43,1	25,4
Ensemble	13,7	15,8	38,6	20,0
Autres urbains				
Industrie	4,9	15,5	30,0	11,7
Commerce	5,4	8,2	23,7	9,0
Service	8,6	15,8	33,8	16,3
Ensemble	6,0	11,4	27,1	11,1
Rural				
Industrie	2,1	8,7	20,1	11,0
Commerce	4,1	6,6	17,9	5,1
Service	6,4	11,6	23,2	10,1
Ensemble	4,3	8,3	19,7	7,6
Ensemble				
Industrie	7,9	16,5	31,9	16,0
Commerce	5,9	8,1	24,0	9,2
Service	10,2	15,0	31,5	15,7
Ensemble	7,3	11,4	27,3	12,0

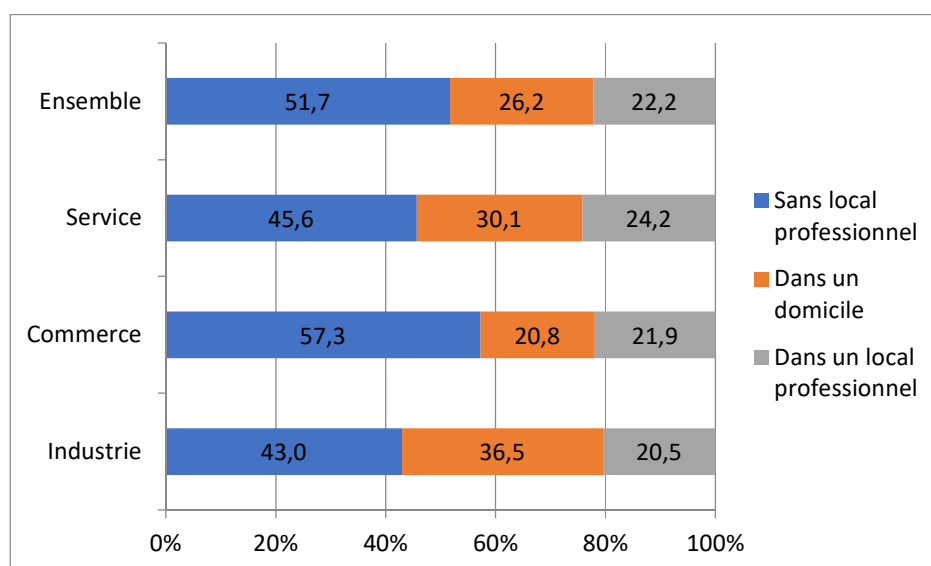
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

En dehors de la disponibilité des services de base, la qualité des locaux des UPI ne respecte des normes.

L'analyse de la disponibilité des locaux pour les activités des UPI, représentée par le Graphique 2.3, révèle qu'au plan national 51,7% des UPI sont sans locaux professionnels pour exercer leurs activités contre 26,2% qui l'exercent dans un domicile et 22,2% des UPI possèdent de locaux professionnels.

Selon le secteur d'activité, Ce sont dans les secteurs du commerce (57,3%) que la proportion des UPI sans local professionnel est élevée et dépasse la moitié des UPI et dans l'industrie que l'utilisation du domicile comme local professionnel est le plus élevé avec 36,5%.

Graphique 2.3: Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel

2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel

Quatre formes d'organisation du travail des UPI sont mises en évidence dans cette étude : l'auto-emploi où la main-d'œuvre est constituée uniquement de travailleurs à compte propre et des associés ; la forme non-salariale qui n'emploie aucun salarié ; la forme salariale pour laquelle la main-d'œuvre est constituée uniquement de salariés (le dirigeant mis à part) et enfin la forme mixte qui comprend au moins un salarié et un non salarié parmi les emplois dépendants de l'UPI.

Les résultats du **Tableau 2.3** traduisent une organisation de travail fortement polarisée sur l'auto-emploi. Plus de six UPI sur dix (63,5%) ont cette forme d'organisation. L'auto-emploi est assez prononcé dans le secteur du commerce (73,3%) et un peu moins dans l'industrie (50,1%), dans le milieu rural (68,9%). Ensuite viennent les UPI ayant une forme d'organisation non-salariale (23,1%). Les formes de type salarial et mixte sont les moins courantes (13,3%).

Le taux de salarisation qui est la part de l'emploi salarié dans l'ensemble des emplois (ratio rapportant

le nombre de salariés au nombre total d'actifs des UPI est très faible (11,5%). En effet un peu plus d'un actif occupé sur dix est salarié. Par secteur d'activités, le taux de salarisation est globalement plus important dans le secteur de l'industrie (17,4%) et en milieu urbain (14,3%), notamment à Abidjan (23,2%).

La taille moyenne d'une UPI est de 1,4 personne (s). Les tailles relativement élevées des UPI s'observent dans le secteur de l'industrie (1,8 personne) et à Abidjan (1,7 pers.).

Tableau 2.3: Organisation du travail suivant le secteur et la branche d'activité, Côte d'Ivoire, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Taux de salarisation	Combinaison du travail					Total	Effectif
		Taille de UPI	Auto emploi	Non salariale	Salariale	Mixte		
Abidjan								
Industrie	29,7	2,3	42,5	22,9	29,7	4,9	100	266
Commerce	16,7	1,4	66,1	15,7	16,7	1,5	100	389
Service	26,8	1,7	53,5	16,0	26,8	3,8	100	213
Ensemble	23,2	1,7	55,8	18,0	23,2	3,1	100	868
Autres urbains								
Industrie	17,5	2,0	42,8	37,8	17,5	1,9	100	722
Commerce	6,6	1,2	74,3	17,4	6,6	1,7	100	1 266
Service	14,2	1,6	55,2	28,2	14,2	2,4	100	759
Ensemble	11,5	1,5	60,8	25,7	11,5	2,0	100	2 747
Ens. urbain								
Industrie	20,7	2,1	42,7	33,8	20,7	2,7	100	988
Commerce	8,9	1,3	72,4	17,0	8,9	1,7	100	1 655
Service	17,0	1,6	54,8	25,5	17,0	2,7	100	972
Ensemble	14,3	1,5	59,6	23,9	14,3	2,2	100	3 615
Rural								
Industrie	12,4	1,5	59,6	27,6	12,4	0,4	100	765
Commerce	4,8	1,2	74,6	19,4	4,8	1,2	100	1 216
Service	7,6	1,3	69,2	21,0	7,6	2,2	100	668
Ensemble	7,7	1,3	68,9	22,2	7,7	1,2	100	2 649
Ensemble								
Industrie	17,1	1,8	50,1	31,1	17,1	1,7	100	1 753
Commerce	7,2	1,3	73,3	18,0	7,2	1,5	100	2 871
Service	13,2	1,5	60,7	23,7	13,2	2,5	100	1 640
Ensemble	11,5	1,4	63,5	23,1	11,5	1,8	100	6 264

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel

La main d'œuvre dans le secteur informel est fortement féminisée, moins jeune, relativement plus instruite et stable dans l'emploi

Dans les actifs occupés du secteur informel, seulement 21,8% ont moins de 25 ans et l'âge moyen des actifs est de 33,8 ans au niveau national avec de fortes disparités selon le secteur d'activité. Les jeunes de moins de 25 ans représentent 28,7% et 22,4% respectivement dans l'industrie et les services et les actifs de ces deux secteurs sont plus jeunes avec l'âge moyen de 32,2 ans et 33,2 ans respectivement. A l'opposé les jeunes de moins de 25 ans dans le commerce ne représentent que 18,2% et les actifs de ce secteur sont les plus âgés avec l'âge moyen de 34,8 ans. Selon le milieu de résidence, les moins de 25 ans sont à 20,9% dans le milieu rural et 19,3% à Abidjan et l'âge moyen de la

main d'œuvre est de 33,6 ans respectivement à Abidjan et en milieu rural.

La proportion des femmes dans la main d'œuvre du secteur informel est en moyenne de 57,7%, soit près de six personnes sur dix est du sexe féminin. Les femmes sont dominantes dans le secteur du commerce (67,6%) et elles sont moins présentes dans l'industrie avec 34,5% de la main d'œuvre. Aussi c'est dans le milieu rural que la main d'œuvre féminine est nombreuse (62,3%) contre 55,3% en milieu urbain.

Dans le secteur informel, les travailleurs sont relativement stables dans leur emploi car leur ancienneté est en moyenne de 6,3 ans et avec un

niveau d'instruction relativement élevé car la durée moyenne dans l'étude est de 9,6 ans. Les travailleurs sont plus stable dans le secteur de l'industrie (7,5 ans d'ancienneté) et moins dans

les services (5,7 ans) et le niveau d'instruction le plus élevé est dans le commerce (10,4 ans) et à l'opposé plus faible dans l'industrie (8,1ans).

Tableau 2.4: Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	% non apparenté au chef d'UPI	% non rémunéré ou payé en nature	% de jeunes de moins de 15 ans	% de jeunes de moins de 25 ans	% de femmes	Ancienneté Moyenne dans l'emploi en année	Age moyen des actifs en année	Durée moyenne d'année d'études réussies
Abidjan								
Industrie	24,1	25,9	2,2	28,3	35,5	6,4	32,1	7,8
Commerce	9,9	34,1	1,5	14,7	64,0	6,3	34,5	10,4
Service	20,0	31,1	3,2	20,5	45,7	5,2	33,2	9,7
Ensemble	15,6	31,4	2,0	19,3	53,0	6,1	33,6	9,6
Autres urbains								
Industrie	29,7	47,3	3,5	32,7	30,1	7,9	31,4	7,6
Commerce	4,9	36,4	2,4	19,6	68,2	6,2	34,9	10,3
Service	17,3	47,0	2,7	24,7	61,2	5,5	32,8	9,1
Ensemble	14,0	41,7	2,8	24,1	57,0	6,5	33,5	9,3
Ens. urbain								
Industrie	27,4	38,5	2,9	30,9	32,3	7,3	31,7	7,7
Commerce	7,0	35,5	2,1	17,5	66,4	6,3	34,7	10,3
Service	18,3	40,9	2,9	23,1	55,3	5,4	32,9	9,3
Ensemble	14,7	37,5	2,5	22,2	55,3	6,3	33,6	9,4
Rural								
Industrie	15,2	39,1	1,7	24,0	38,9	7,9	33,4	9,1
Commerce	5,6	37,5	2,0	19,5	69,9	5,8	35,1	10,5
Service	5,1	39,9	2,7	21,0	68,3	6,1	33,6	9,9
Ensemble	7,7	38,5	2,1	20,9	62,3	6,4	34,3	10,0
Ensemble								
Industrie	23,5	38,7	2,6	28,7	34,5	7,5	32,2	8,1
Commerce	6,5	36,2	2,0	18,2	67,6	6,1	34,8	10,4
Service	13,6	40,6	2,8	22,4	59,9	5,7	33,2	9,5
Ensemble	12,3	37,8	2,4	21,8	57,7	6,3	33,8	9,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel

La législation dans nos pays fixe généralement un nombre d'heures de travail hebdomadaire qui tourne autour de 40 heures par semaine.

Les normes légales régissant la durée du travail n'ont pas cours dans le secteur informel. Les actifs du secteur informel travaillent, en moyenne, 44,6 heures par semaine, soit près de 5 heures de plus que la durée légale (40 heures)

.Quelle que soit la caractéristique socioéconomique considérée, la durée hebdomadaire moyenne de travail dépasse les 40 heures. Ces moyennes cachent toutefois, des disparités plus ou moins importantes d'un type de travailleur à l'autre. L'analyse de la distribution du temps de travail

montre que la charge hebdomadaire de travail est très variable :

- par secteur d'activité (de 42,1 heures pour le secteur de l'industrie à 45,5 heures pour le secteur du service) ;
- par sexe (47,9 heures pour les hommes et 42,1 heures pour les femmes) ;
- par niveau d'études (41,4 heures pour les diplômés du supérieur contre 45,7 pour les personnes du primaire ou du

secondaire et 43,8 heures pour les personnes sans instruction) ;

- Mode d'apprentissage (37,4 heures dans autre cadre de formation et 36,4 heures dans cadre formel).

La rémunération mensuelle moyenne, calculée sur l'ensemble des actifs du secteur informel, est d'environ 41 137,1 FCFA, ce qui équivaut en moyenne à 480,5 francs en termes de revenu horaire dans le secteur informel. Les travailleurs informels d'Abidjan (508,2 FCFA) s'en tirent relativement mieux avec un revenu moyen légèrement plus élevé. Suivant le sexe des travailleurs des UPI, les femmes qui travaillent dans le secteur informel pâtissent d'un déficit de revenu très marqué par rapport aux hommes. En moyenne, les hommes 544,1 FCFA)

perçoivent un revenu presque deux fois supérieur à celui des femmes (347,2 FCFA).

Enfin, le revenu horaire augmente selon le niveau d'instruction oscille de façon aléatoire car si pour les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction le revenu horaire est de 494,8 FCFA, il baisse à 396,4 FCFA pour les personnes ayant atteint le primaire pour augmenter à 578,5 FCFA pour les personnes ayant atteint le secondaire pour chuter brutalement à 167,1 FCFA pour les personnes ayant fait le supérieur.

Quand on compare le revenu horaire selon le mode de formation, le revenu horaire pour les personnes ayant reçu leur formation dans un cadre formel est de 695,5 FCFA alors qu'il n'est que de 470,9 FCFA pour les personnes ayant subies d'autres modes de formation.

Tableau 2.5 : Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques socioéconomiques	Revenu Mensuel moyen (en FCFA)	Horaire Hebdomadaire moyen	Revenu horaire (en FCFA)
Abidjan			
Industrie	42 245,4	38,7	429,7
Commerce	37 203,3	42,8	360,8
Service	43 171,5	41,2	727,1
Ensemble	40 841,5	41,4	508,2
Autres urbains			
Industrie	37 728,6	46,5	386,9
Commerce	32 425,5	45,2	610,9
Service	55 038,6	46,7	579,2
Ensemble	43 266,3	45,9	524,3
Ens. urbain			
Industrie	40 325,1	43,3	411,5
Commerce	35 495,5	44,2	450,2
Service	48 554,6	44,6	660,0
Ensemble	41 846,7	44,1	514,9
Rural			
Industrie	26 971,7	39,5	231,5
Commerce	54 021,4	47,7	385,2
Service	33 248,3	47,2	355,8
Ensemble	37 797,1	45,7	318,8
Ensemble			
Industrie	37 665,1	42,1	375,7
Commerce	38 925,4	45,4	438,2
Service	46 351,5	45,5	616,2
Ensemble	41 137,1	44,6	480,5
Sexe			
Masculin	46 058,8	47,9	544,1
Féminin	30 824,8	42,1	347,2
Niveau d'étude			
Aucun	45 762,1	43,8	494,8
Primaire	39 001,0	45,7	396,4
Secondaire	39 643,1	45,7	578,5
Supérieur	27 648,9	41,3	167,1
Dans un cadre formel	34 387,0	41,4	695,5
Autres modes de formation	41 439,5	44,7	470,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel

Le bon fonctionnement d'une entreprise dépend de la qualité de sa main d'œuvre, mais sur de celle du capital. Si la section nous a permis de constater que la main d'œuvre du secteur informel a un faible niveau d'instruction, la présente va nous permettre de connaître la composition du capital de la main d'œuvre et le montant des investissements réalisés.

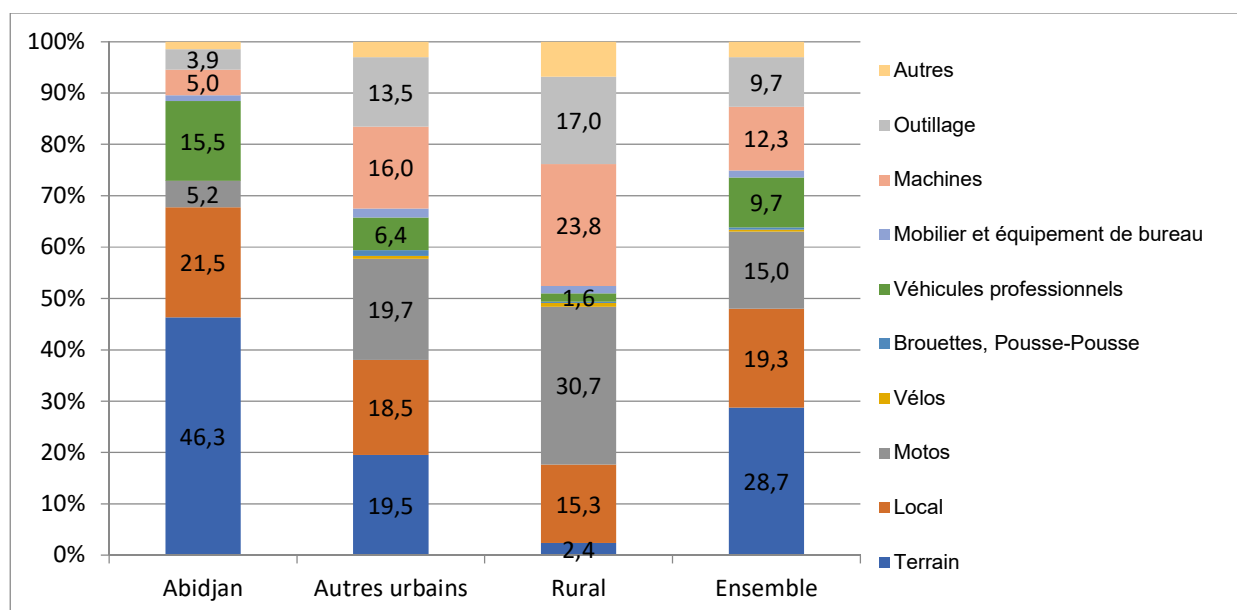
2.3.1. Dotation et structure du capital

Le **Graphique 2.4** présente la structure du capital du secteur informel selon les équipements des UPI.

Dans l'ensemble, le capital ou le patrimoine du secteur informel est composé du terrain qui constitue à 28,7% du capital, du local (19,3%), des motos (15,0%) et des machines (12,3%). Cette composition est variable selon le milieu de résidence. Ainsi, à

Abidjan, si le capital est composé à 46,3% des terrains, à 21,5% de local et à 15,5% des véhicules professionnels, la composition est plus variée en milieu rural avec dans l'ordre les motos (30,7%), les Machines (23,8%), les outillages (17%) et le local (15,3%). Il en est de même en autres urbains.

Graphique 2.4 : Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Le montant total du capital du secteur informel estimé au coût de remplacement, atteint presque 343,1 Milliards de Fcfa. Le capital est un facteur déterminant qui entre dans la fonction de production du secteur informel. La ventilation du capital par secteur d'activité donne une part plus importante pour l'industrie (36,2%), le service (35,6%), et le commerce, une moindre part (28,2%).

La dimension spatiale suggère une nette prédominance de la capitale économique Abidjan sur les autres villes et le milieu rural. De fait, Abidjan seul concentre 47% du capital des UPI en Côte d'Ivoire, contre 34,5% pour les villes et 18,9% pour le milieu rural.

Tableau 2.6: Montant (en millions de FCFA) et Structure (en %) du capital du secteur informel selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Valeur actuelle du capital	pourcentage	Effectif
Abidjan			
Industrie	44 495,5	13,0	140 841
Commerce	31 317,8	9,1	128 143
Service	83 943,2	24,5	149 252
Ensemble	159 756,5	46,6	418 235
Autres urbains			
Industrie	51 479,7	15,0	238 702
Commerce	42 285,9	12,3	201 261
Service	24 792,1	7,2	139 018
Ensemble	118 557,7	34,5	578 981
Rural			
Industrie	28 309,2	8,2	210 862
Commerce	23 190,2	6,8	210 478
Service	13 334,9	3,9	94 301
Ensemble	64 834,3	18,9	515 642
Ensemble			
Industrie	124 284,4	36,2	590 405
Commerce	96 793,9	28,2	539 882
Service	122 070,1	35,6	382 571
Ensemble	343 148,4	100,0	1 512 858

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.3.2. Investissement dans le secteur informel

L'investissement total annualisé réalisé par l'ensemble des UPI évoluant en Côte d'Ivoire en 2017 s'élève à 46,3 Milliards FCFA. La répartition du montant investi par les UPI, selon le milieu de résidence permet de constater qu'une part plus grande est affectée au milieu rural (37,6%), suivi des autres villes (34,5%) et Abidjan (27,9%).

L'investissement des UPI est principalement orienté vers l'achat du matériel roulant des motos (39,2%), puis, vers l'acquisition des locaux (24,2%) et des machines et outillage (31,6%).

Aussi, la structure des investissements ne converge pas toujours selon le milieu de

résidence. Ainsi, si à Abidjan, le local professionnel accapare 48,3% des investissements, 20,0% pour le matériel roulant et 30,8% des machines et des outillages. Dans les autres villes, le matériel roulant est en tête avec 42,8%, suivi des locaux professionnels et des machines et outillages, avec pratiquement le même niveau 25%. La différence de la structure de l'investissement est encore plus marquée lorsqu'on constate qu'en milieu rural seulement 5,5% de l'investissement est consacré au local, 50,2% au matériel roulant et 38,5% de machines et outillages.

Tableau 2.7: Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Côte d'Ivoire, 2017

Milieu de résidence et type d'équipement	Valeur à l'acquisition			
	Montant	Pourcentage	Pourcentage de l'ensemble	Effectif
Abidjan				
Terrain	135	1,0	0,3	3 052
Local	6 099	47,2	13,2	7 086
Motos	831	6,4	1,8	2 769
Brouettes, Pousse-Pousse	20	0,2	0,0	1 675
Véhicules professionnels	1 730	13,4	3,7	1 964
Mobilier et équipement de bureau	1 153	8,9	2,5	26 599
Machines	1 427	11,1	3,1	22 526
Outillage	1 396	10,8	3,0	20 631
Autres	121	0,9	0,3	6 489
Total	12 914	100,0	27,9	92 790
Autres urbains				
Terrain	1 485	9,3	3,2	2 415
Local	2 537	15,9	5,5	15 196
Motos	4 053	25,3	8,7	12 190
Vélos	38	0,2	0,1	641
Brouettes, Pousse-Pousse	179	1,1	0,4	7 677
Véhicules professionnels	2 573	16,1	5,6	858
Mobilier et équipement de bureau	549	3,4	1,2	41 508
Machines	1 757	11,0	3,8	11 651
Outillage	1 647	10,3	3,6	10 113
Autres	1 175	7,3	2,5	5 993
Total	15 993	100,0	34,5	108 241
Rural				
Terrain	576	3,3	1,2	2 018
Local	378	2,2	0,8	7 964
Motos	7 546	43,2	16,3	17 534
Vélos	25	0,1	0,1	285
Brouettes, Pousse-Pousse	535	3,1	1,2	1 395
Véhicules professionnels	650	3,7	1,4	589
Mobilier et équipement de bureau	236	1,4	0,5	15 548
Machines	3 739	21,4	8,1	31 351
Outillage	2 748	15,7	5,9	27 629
Autres	1 015	5,8	2,2	8 328
Total	17 447	100,0	37,6	112 641
Ensemble				
Terrain	2 197	4,7	4,7	7 484
Local	9 014	19,4	19,4	30 246
Motos	12 429	26,8	26,8	32 493
Vélos	64	0,1	0,1	925
Brouettes, Pousse-Pousse	735	1,6	1,6	10 747
Véhicules professionnels	4 953	10,7	10,7	3 411
Mobilier et équipement de bureau	1 938	4,2	4,2	83 655
Machines	6 923	14,9	14,9	65 528
Outillage	5 791	12,5	12,5	58 373
Autres	2 311	5,0	5,0	20 810
Total	46 353	100,0	100,0	313 672

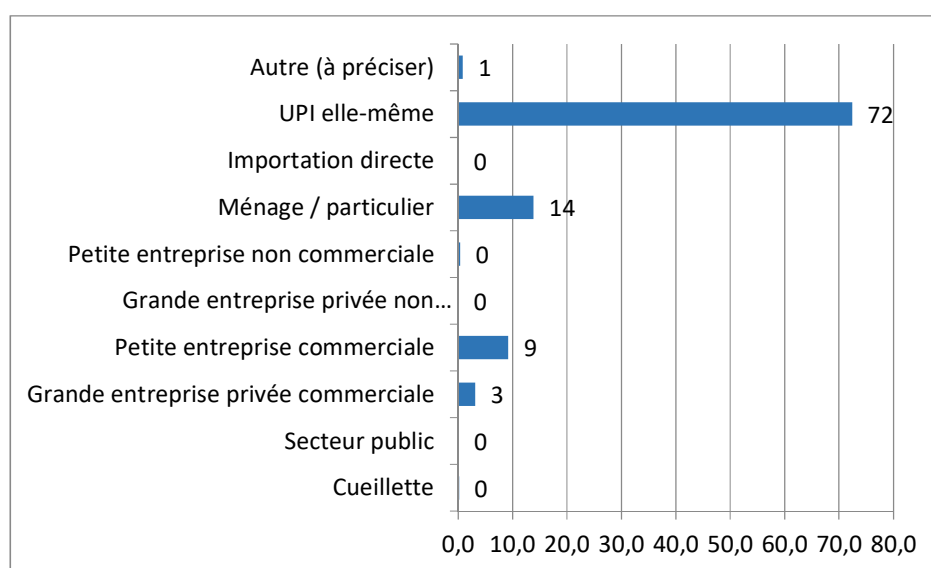
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel

2.4.1. Performance économique

Le principal fournisseur des UPI est de loin le secteur informel lui-même, et plus particulièrement le secteur informel commercial. Près de 72% des chefs d'UPI déclarent acheter leurs matières premières principalement chez d'autres informels, et secondairement, après une nette rupture chez les ménages (14%).

Graphique 2.5: Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[Sandra Pellet](#) (2014) affirme que les pays en développement, les pays émergents et les pays anciennement en transition post-socialiste, sont marqués par un secteur informel très important comptant souvent pour plus d'un tiers de leur revenu¹ et cette enquête va permettre d'avoir une idée sur certains agrégats économiques dans le secteur informel (**Tableau 2.8**).

Le chiffre d'affaires annualisé du secteur informel non agricole atteint 13 362,5 Milliards de Fcfa au cours de l'exercice 2017/2018 (mars 2017/février 2018). Environ 65% de ce montant provient des activités commerciales, le secteur "services" réalise 13,9%, et le secteur industriel le reste. Le secteur informel en Côte d'Ivoire a produit pour 4 066,1 Milliards de Fcfa de biens et services et a

créé 3 218,4 Milliards de Fcfa de valeur ajoutée. Quant au revenu mixte, il est estimé à 2 964,6 Milliards de francs CFA au cours de l'exercice.

Quel que soit l'indicateur considéré (respectivement la production, la valeur ajoutée ou le revenu mixte), la part de l'activité de commerce reste toujours prépondérante (respectivement 51,4%, 53,1% et 53,3%). En ce qui concerne la production, la valeur ajoutée et le revenu mixte, le poids de la ville représente 66%, et celui de la capitale économique est à près de 32%.

¹ [Sandra Pellet](#) (2014) ; [Regards croisés sur l'économie](#), n°14, pages 103 à 108

Tableau 2.8: Principaux agrégats du secteur informel suivant le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Chiffre affaire annuel	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel
Abidjan				
Industrie	1 227 523,8	305 344,4	239 265,9	213 414,1
Commerce	2 242 108,5	628 454,6	521 863,4	451 006,4
Service	453 917,0	369 951,0	300 293,7	275 831,1
Total	3 923 549,4	1 303 750,0	1 061 423,0	940 251,6
Autres urbains				
Industrie	907 862,6	334 236,7	236 484,0	205 400,1
Commerce	4 095 385,2	718 670,0	592 726,8	553 635,1
Service	759 538,5	378 504,7	294 817,6	270 038,7
Total	5 762 786,3	1 431 411,3	1 124 028,4	1 029 074,0
Rural				
Industrie	687 865,2	260 509,7	183 776,3	175 432,6
Commerce	2 349 359,5	741 459,4	595 451,5	575 137,1
Service	638 931,6	328 953,3	253 712,1	244 659,8
Total	3 676 156,3	1 330 922,4	1 032 939,9	995 229,5
Ensemble				
Industrie	2 823 251,6	900 090,8	659 526,2	594 246,9
Commerce	8 686 853,2	2 088 584,0	1 710 041,7	1 579 778,6
Service	1 852 387,1	1 077 409,0	848 823,3	790 529,6
Total	13 362 491,9	4 066 083,8	3 218 391,2	2 964 555,0
Contribution des secteurs d'activité et du milieu de résidence				
Abidjan	29,4	32,1	33,0	31,7
Autres urbains	43,1	35,2	34,9	34,7
Rural	27,5	32,7	32,1	33,6
Industrie	21,1	22,1	20,5	20,0
Commerce	65,0	51,4	53,1	53,3
Service	13,9	26,5	26,4	26,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité

L'ERI-ESI révèle que 20% des UPI les plus riches détiennent à elles seules, 74,5% du montant de la valeur ajoutée annuelle totale, contre 25% pour

les 80% autres UPI restant. De plus l'analyse révèle l'existence de fortes inégalités au sein de ces déciles les plus riches.

Tableau 2.9: Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) et leur inégalité, Côte d'Ivoire, 2017

Déciles de la valeur ajoutée	Effectif Effectif d'UPI	Valeur ajoutée annuelle	%	Indice de Gini
10% les plus faibles	10,0	32 117	0,2	0,3
2ième Décile	10,0	96 821	0,7	0,1
3ième décile	10,0	178 877	1,2	0,1
4ième décile	10,0	279 577	2,0	0,1
5ième décile	10,0	402 951	2,8	0,1
6ième décile	10,0	572 697	4,0	0,1
7ième décile	10,0	837 631	5,9	0,1
8ième décile	10,0	1 237 305	8,7	0,1
9ième décile	10,0	2 041 472	14,3	0,1
10% les plus riches	10,0	8 561 499	60,2	0,5
Total	100	1 424 896	100	0,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée

La contribution des activités au chiffre d'affaire, à la production annuelle et à la valeur ajoutée n'est pas uniforme. En effet, trois activités principales se dégagent : Le commerce de détail, l'activité de fabrication et celle d'hébergement et de la restauration.

La contribution de ces activités au chiffre d'affaire annuel des UPI est de 78,7% dont 56,2% pour le commerce de détail, 14,7% pour l'industrie de fabrication et 7,7% pour l'hébergement et la restauration.

La contribution à la production annuelle du secteur informel est de 64,3% dont 38,2% pour le commerce de détail, 9,0% pour l'activité d'hébergement et restauration et 17,1% pour l'industrie de fabrication.

Enfin, pour la valeur ajoutée, sa contribution est de 62,6%.

Il faut noter que le revenu mixte annuel représente 92,1% de la valeur ajoutée annuelle et pour les trois principales activités, elle est de 92,3% pour le commerce de détail, 95,5% pour l'hébergement et la restauration et 88,6% pour l'industrie de fabrication.

La masse salariale et l'impôt annuel représentent respectivement 4,8% et 3,1% de la valeur ajoutée avec une pression de 8,7% de masse salariale et 2,7% d'impôt annuel de l'activité de fabrication sur la valeur ajoutée annuelle, une pression de 2,7% de masse salariale et 5,0% d'impôt annuel de l'activité du commerce en détail, une pression de 3,1% de masse salariale et 1,4% d'impôt annuel de l'activité d'hébergement et de restauration.

Tableau 2.10: Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Côte d'Ivoire,

Branches d'activité	Structure par branche(%)			Taux de valeur ajoutée (%)	Décomposition de la valeur ajoutée(%)		
	Chiffre d'affaire	Production	Valeur ajoutée		Excédent brut d'exploitation	Masse salariale	Impôts/taxes
Activités extractives/mines	0,4	0,6	0,6	36,3	100,0	0,0	0,0
Activités de fabrication	14,7	17,0	14,8	24,3	88,6	8,7	2,7
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,0	0,0	0,0	34,1	99,9	0,1	0,0
Activités de construction	6,0	4,5	5,0	20,1	93,2	6,6	0,1
Commerce et réparation des pièces automobiles	5,1	10,4	11,2	53,2	93,0	5,8	1,1
Commerce de gros	3,8	2,8	2,8	17,6	90,9	5,2	3,9
Commerce de détail	56,2	38,2	39,2	16,8	92,3	2,7	5,0
Activités de transport	0,6	2,0	1,9	72,9	88,8	4,6	6,7
Activités d'entreposage	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0	0,0	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	7,7	9,0	8,6	26,8	95,5	3,1	1,4
Activités de l'information et de communication	0,8	2,1	2,2	65,0	94,7	3,9	1,4
Activités financiers et d'assurance	0,1	0,3	0,3	77,1	98,4	1,4	0,2
Activités immobiliers	1,4	4,6	5,1	86,5	95,5	3,6	0,9
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,0	0,1	0,1	56,5	87,4	10,7	2,0
Activités de services de soutien et de bureau	0,3	0,6	0,6	52,6	73,9	23,2	2,9
Enseignement	0,0	0,1	0,1	96,6	100,0	0,0	0,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,3	0,8	0,9	69,0	99,2	0,1	0,7
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,1	0,4	0,4	62,9	90,6	5,8	3,6
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	2,4	6,2	6,2	63,1	89,4	8,3	2,4
Activités spéciales des ménages	0,0	0,2	0,1	55,0	98,1	1,9	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	24,1	92,1	4,8	3,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Les facteurs de production sont les éléments importants et nécessaires à la production des biens et services. Il s'agit du travail et du capital.

Les résultats de l'enquête nous indiquent qu'une unité de travail dans une UPI produit 87 244 francs CFA par mois, tandis qu'une unité de

capital génère 131 francs CFA, et une heure de travail effectuée dans le mois, dans une UPI permet de produire 805 francs CFA.

La productivité du travail semble être meilleure dans les services que dans le commerce et l'industrie. De fait, cette productivité est supérieure de 1,07 point à celui du commerce, et de 1,06 à celui de l'industrie. A contrario, la productivité du capital, et la production obtenue à partir d'une heure de travail, positionnent le commerce, comme un secteur d'activité porteur,

comparativement à l'industrie et au service. En effet, la productivité du capital du commerce surpasse de 7,9 points celui de l'industrie et de 4,9 points celui des services. Quant à la production obtenue à partir d'une heure de travail, les chiffres sont 1,09 avec l'industrie et 1,01 avec les services.

Tableau 2.11 : Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Côte d'Ivoire, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Valeur ajoutée moyenne par main d'œuvre (En FCFA/Mois)	Valeur ajoutée moyenne par capital (En FCFA/ unité de capital)	VA/H (En FCFA /nombre d'heure de travail dans le mois)
Abidjan			
Industrie	119 441	21	763
Commerce	104 935	80	1 241
Service	110 074	15	1 236
Total	109016	48	1139
Autres urbains			
Industrie	71 835	32	706
Commerce	86 595	56	819
Service	92 230	50	765
Total	85186	48	786
Rural			
Industrie	65 064	31	768
Commerce	73 308	561	511
Service	82 782	66	597
Total	73931	300	588
Ensemble			
Industrie	81 977	29	745
Commerce	87 006	230	828
Service	92437	47	802
Total	87244	131	805

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.5. Secteur informel et l'Etat

Tout entreprise dès sa création doit remplir certaines formalités, notamment se faire enregistrer dans les registres administratifs, obtenir le numéro d'identification fiscal et faire enregistrer leur personnel à la sécurité sociale.

2.5.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs

Le type de registres administratifs mesure la nature des liens institutionnels que le secteur informel entretient avec l'Etat. Dans l'immense majorité des cas, les unités informelles sont inconnues de l'ensemble des services de l'Etat, 95,7% n'ont aucune inscription dans les registres de l'Etat, et 3,6% seulement sont enregistrés dans un registre.

Entre milieu urbain et rural, l'on observe une légère différenciation dans l'enregistrement des UPI. Ainsi, les UPI en ville sont un peu plus enclines à se mettre en règles vis-à-vis de l'administration comparativement à leurs homologues des contrées rurales. En effet, en ville ce sont 94,4% des UPI qui ne sont inscrites nulle part, alors que ce chiffre est de 97,7% pour le milieu rural.

Tableau 2.12 : Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs, Côte d'Ivoire, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Situation de l'inscription dans les Registres administratifs				Ensemble
	Enregistré Dans aucun Registre	Enregistré dans un registre	Enregistré Dans deux registre	Enregistré dans trois registre	
Milieu urbain					
Industrie	93,3	5,8	1,0	0,0	100
Commerce	96,1	3,5	0,4	0,0	100
Service	90,9	6,8	0,4	2,0	100
Ensemble	94,4	4,6	0,5	0,4	100
Milieu rural					
Industrie	98,3	1,4	0,3		100
Commerce	96,7	2,7	0,6		100
Service	99,3	0,7	0,0		100
Ensemble	97,7	1,9	0,4		100
Ensemble					
Industrie	95,7	3,7	0,6	0,0	100
Commerce	96,3	3,2	0,5	0,0	100
Service	94,2	4,4	0,2	1,2	100
Ensemble	95,7	3,6	0,4	0,3	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

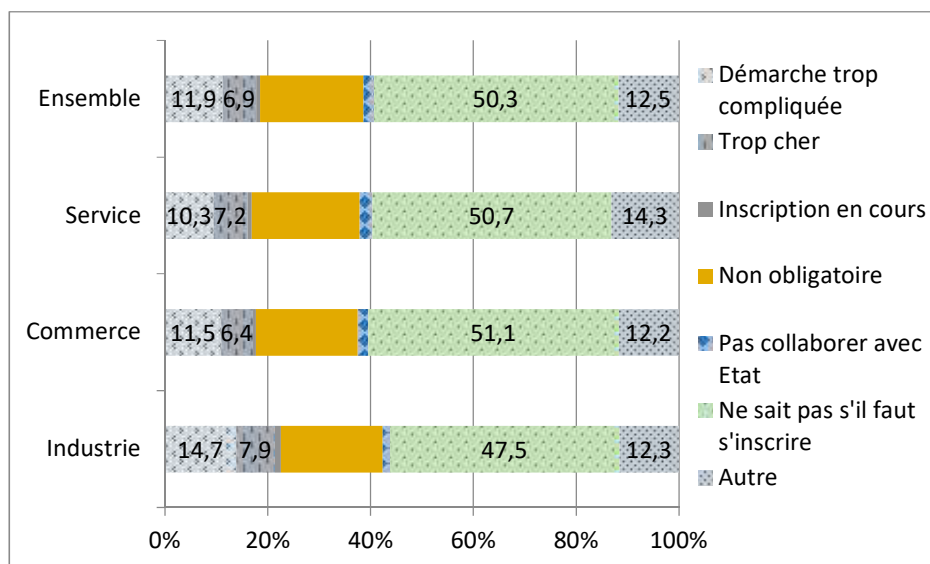
L'examen du motif de non enregistrement des UPI indique que c'est la méconnaissance des obligations juridiques et l'idée du caractère non obligatoire qui induisent les chefs d'unités de production informelles à ne pas se déclarer. De fait, 50,3% des chefs d'UPI affirment qu'ils ne savent pas s'il faut s'inscrire, et 21,3% pensent que l'inscription n'est pas obligatoire.

Le refus de toute collaboration avec les organismes publics n'est le fait que d'une infime minorité, qui compte moins de 3% des UPI. Pour

11,6%, les démarches à entreprendre sont trop compliquées, quant 6,9% invoquent les coûts monétaires élevés associés à l'enregistrement.

Quel que soit le secteur d'activité considérée, le constat précédent reste identique. Ainsi, les responsables des UPI, ignorent qu'ils ont obligation de s'inscrire, d'abord, ensuite, ils trouvent les démarches pour s'inscrire trop difficiles, et enfin ce sont les coûts qui sont incriminés.

Graphique 2.6: Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

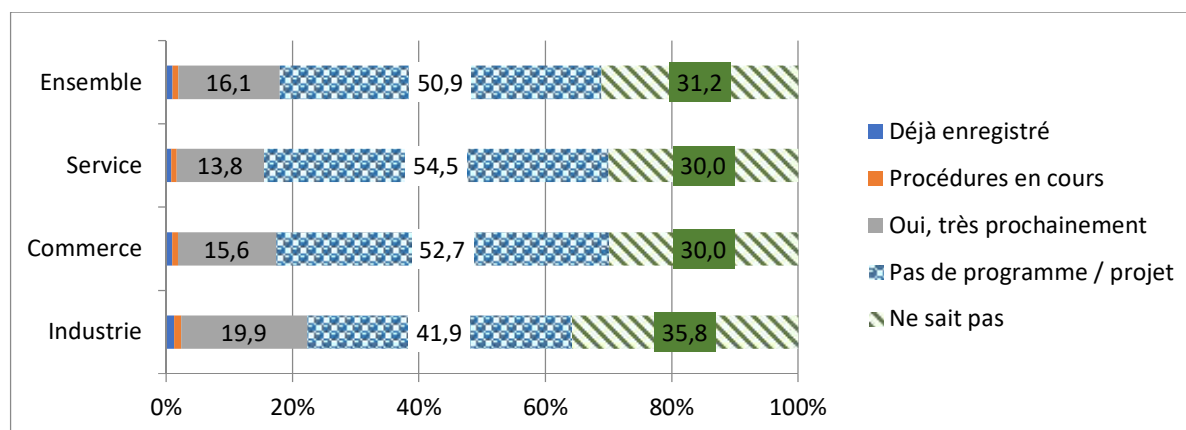
2.5.2. Principal intérêt de se faire enregistrer

Face à cette situation, une question leur a été posée pour savoir si les chefs des UPI ont l'intention de faire enregistrer leurs UPI.

Globalement, moins d'un cinquième des UPI (16,1%) est prête à enregistrer son établissement auprès de l'administration, 50,9% n'ont pas fait de programmer de s'inscrire et 31,1% sont indécises

quant à la conduite à tenir. Les plus favorables à la réintégration dans la légalité sont les UPI industrielles où près de 20% se disant disposer à accepter le cadre légal.

Graphique 2.7: Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

L'une des difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises tant du formel que l'informel est le financement de leurs activités. L'accès au crédit fait partie des paramètres essentiels de toute unité de productions. Est-ce suffisant pour inciter les unités de productions à se faire enregistrer ?

Un peu plus de quatre chefs d'UPI sur dix ne trouvent aucun intérêt à satisfaire la démarche de formalisation (41,8%). A contrario, 33% parmi les UPI estiment qu'il est important de le faire en vue de faciliter leur accès au crédit pour le

financement avec peu de variation selon le milieu de résidence et le secteur d'activité. Notons que 9,1% des UPI pensent que l'inscription de leur UPI leur permettra d'avoir accès à un meilleur emplacement au marché.

Tableau 2.13: Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Accès au crédit	Accès au meilleur emplacement sur le marché	Vente des produits aux grandes sociétés	Publicité	Aucun intérêt	Autre (précisez)	Total	Effectif
Abidjan								
Industrie	29,9	11,0	3,2	6,7	39,0	10,2	100	123 154
Commerce	25,3	11,1	2,8	3,6	46,9	10,4	100	341 821
Service	21,9	12,8	3,0	3,5	44,7	14,1	100	118 384
Ensemble	25,6	11,4	2,9	4,2	44,8	11,1	100	583 359
Autres urbains								
Industrie	34,3	13,7	4,9	6,3	32,5	8,3	100	163 357
Commerce	28,2	8,6	4,6	3,7	41,2	13,7	100	512 045
Service	33,6	9,7	1,9	6,7	38,0	10,1	100	203 618
Ensemble	30,6	9,8	4,0	4,9	38,9	11,9	100	879 020
Rural								
Industrie	31,2	4,8	3,7	7,3	43,6	9,4	100	174 301
Commerce	31,3	7,4	3,3	4,1	41,4	12,5	100	433 718
Service	32,6	6,3	4,3	2,8	45,2	8,9	100	204 626
Ensemble	31,6	6,6	3,6	4,5	42,8	10,9	100	812 644
Ensemble								
Industrie	31,9	9,6	4,0	6,8	38,4	9,2	100	460 812
Commerce	28,4	8,9	3,7	3,8	42,8	12,4	100	1 287 584
Service	30,6	9,1	3,0	4,5	42,3	10,5	100	526 627
Ensemble	29,6	9,1	3,6	4,6	41,8	11,3	100	2 275 023

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.5.3. Opinions générales par rapport à l'impôt

Du fait de leur caractère informel, la majorité des UPI ne contribuent pas à l'effort national de développement en payant leurs impôts.

Le Tableau 2.14 ci-dessous indique que la grande majorité des chefs d'UPI soit 61,5% affirment ne pas être prêts à payer l'impôt sur leurs activités. A contrario, nous notons avec satisfaction, que près de 37% des chefs d'UPI ont déclaré être disposé à payer un impôt sur ses activités et seulement 2% de l'ensemble des chefs d'UPI affirment payer actuellement leur impôt. Il faut relever que les UPI exerçant dans le secteur de l'industrie restent beaucoup plus favorable au paiement d'un impôt avec une proportion de plus du tiers des chefs

d'UPI de ce secteur (39,7%), ainsi que les UPI dont le siège est à Abidjan (39,1%).

En ville, 2,5% des UPI ont payé l'impôt, et près 40% seraient prêts à le faire. Même le milieu rural où le taux d'enregistrement est nettement faible, on peut noter que 1,5% des UPI se sont acquittées de leur devoir vis-à-vis de l'administration et que là également, 40% se disent prêts à apporter leur contribution.

Tableau 2.14: Disposition générale des CUI à payer l'impôt sur leurs activités selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Côte d'Ivoire 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Je paie déjà	Oui	Non	Total	Effectif
Abidjan					
Industrie	2,8	33,0	64,2	100	123 154
Commerce	2,1	37,2	60,8	100	341 821
Service	3,5	51,2	45,3	100	118 384
Ensemble	2,5	39,1	58,4	100	583 359
Autres urbains					
Industrie	2,2	48,4	49,3	100	163 357
Commerce	1,3	34,3	64,4	100	512 045
Service	1,6	45,4	53,0	100	203 618
Ensemble	1,5	39,5	59,0	100	879 020
Rural					
Industrie	1,5	36,4	62,1	100	174 301
Commerce	2,1	31,5	66,4	100	433 718
Service	1,2	28,8	70,0	100	204 626
Ensemble	1,8	31,9	66,4	100	812 644
Ensemble					
Industrie	2,1	39,7	58,1	100	460 812
Commerce	1,8	34,1	64,1	100	1 287 584
Service	1,9	40,2	57,9	100	526 627
Ensemble	1,9	36,7	61,5	100	2 275 023

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.6. Problèmes et perspectives

Le secteur informel rencontre d'importantes difficultés ou problèmes qui peuvent être regroupés en six blocs thématiques (économiques, managériales, techniques, gestion, cadre légal, autres). Ces blocs thématiques de problèmes résument autant d'aspects dont la prise en compte permet de mieux comprendre les orientations stratégiques des profils d'UPI analysés.

2.6.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI

Les principales contraintes auxquelles sont soumises les unités informelles sont liées aux techniques de fabrication pour plus du tiers (34,1%), le manque de machine et d'équipements (28,2%) et l'approvisionnement en matières premières (16,6%). Par rapport au secteur d'activité, globalement ce sont les mêmes difficultés. Toutefois, pour l'industrie, le problème d'énergie, vient en plus contrarier son fonctionnement, voir son développement (près de 25%).

La situation semble identique selon le milieu de résidence. Abidjan est la zone où un nombre important d'UPI ont relevé les problèmes de techniques de fabrication et d'équipements à des taux s'élevant à 36,4%. Le troisième facteur est l'approvisionnement en matières premières pour 16,2% des UPI dans l'ensemble. Cependant, dans l'industrie les problèmes énergétiques sont des freins pour près d'un quart des UPI.

Tableau 2.15: Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, Côte d'Ivoire, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Difficultés techniques de fabrication	Manque de machine, d'équipements	Obsolescence des équipements	Problèmes d'énergie	Approvisionnement en matières premières	Trop de réglementation, d'impôts et de taxes
Abidjan						
Industrie	39,3	39,3	4,0	25,6	14,5	10,2
Commerce	33,5	34,3	6,9	8,3	18,7	14,6
Service	41,7	39,4	8,1	9,6	10,7	7,5
Ensemble	36,4	36,4	6,5	12,2	16,2	12,2
Autres urbains						
Industrie	39,7	28,4	6,8	23,6	12,2	16,7
Commerce	36,4	30,2	3,3	7,6	18,1	14,3
Service	27,1	20,7	5,5	14,4	12,5	12,9
Ensemble	34,9	27,6	4,4	12,2	15,7	14,4
Rural						
Industrie	38,6	24,7	5,9	22,7	16,1	18,1
Commerce	29,7	23,6	4,2	12,4	20,4	13,8
Service	29,2	19,7	2,4	13,2	14,0	13,5
Ensemble	31,5	22,9	4,1	14,8	17,9	14,7
Ensemble						
Industrie	39,2	29,9	5,7	23,8	14,3	15,5
Commerce	33,4	29,1	4,5	9,4	19,0	14,2
Service	31,2	24,5	4,9	12,9	12,7	11,9
Ensemble	34,1	28,2	4,9	13,1	16,6	13,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

2.6.2. Perspectives d'utilisation des crédits par les UPI

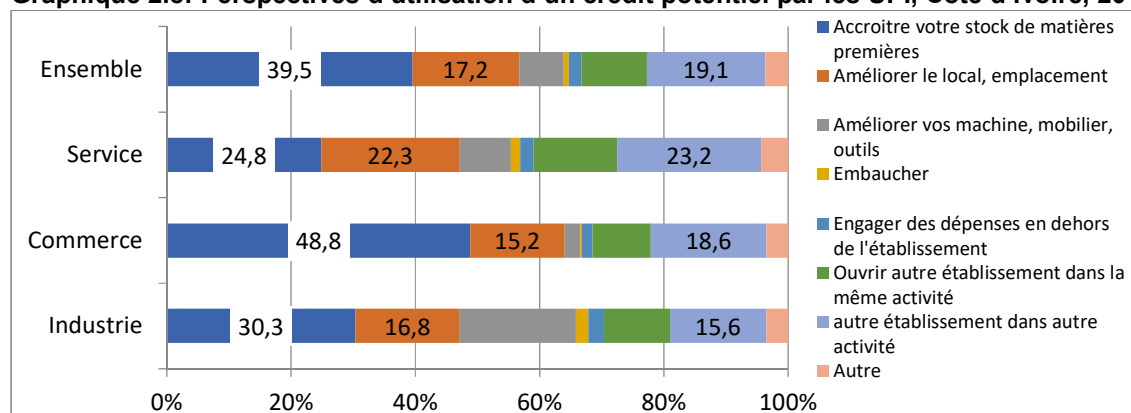
Compte tenu des difficultés rencontrées, un potentiel accès à un crédit peut-il contribuer à l'amélioration de la rentabilité des UPI.

Un crédit éventuel va permettre à 39,5% des chefs d'UPI à accroître le stock de matières premières, à 19,1% à ouvrir d'autres établissements dans l'activité et à 17,2% des UPI à améliorer leur local.

S'il est vrai que, quel que soit le secteur d'activité, les chefs d'UPI privilégieraient l'accroissement

des stocks de matière premières et l'ouverture de nouveaux établissements, il est tout de même important de noter que, pour les industriels, en plus, ils opteraient pour un investissement de capacité, en améliorant les outils de production (18,7%).

Graphique 2.8: Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité

3.1. Démocratie et droit de l'homme

Depuis plus d'une dizaine d'années, de nombreux pays du continent ont entrepris des réformes pour la consolidation de la démocratie qu'ils ont adopté comme système de gouvernance depuis les années 1990. Globalement, il est attendu de ces réformes que les institutions publiques appliquent de manière accrue les principes de gouvernance démocratique et des droits de l'homme.

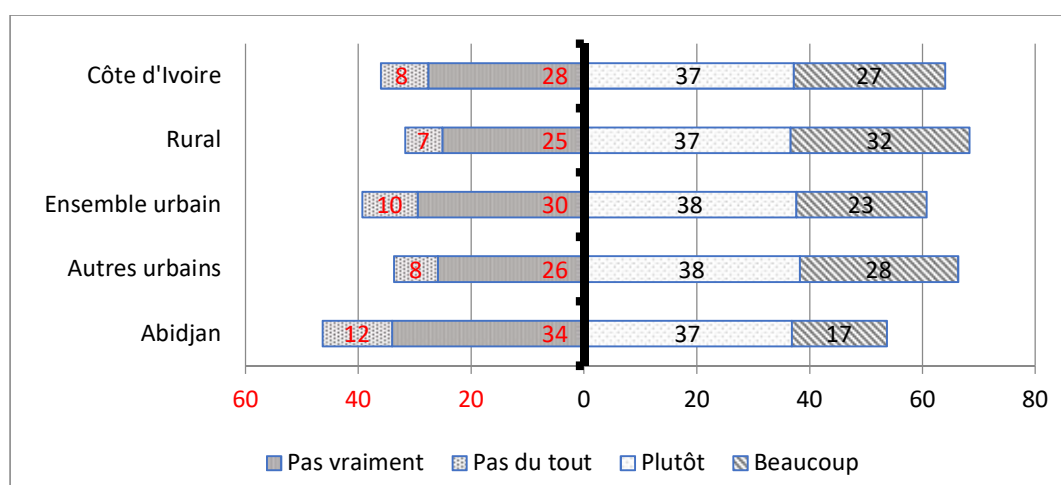
Ce chapitre rend compte des résultats relatifs à l'opinion de la population sur le fonctionnement et le respect des principes fondamentaux de la démocratie de même que ceux des droits de l'homme. Il met également en exergue le choix des principes que les populations jugent essentiels. Les principaux résultats du chapitre se présentent comme suit :

3.1.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs

A près de 64%, la population des personnes de 18 ans et plus apprécie le fonctionnement de la démocratie en Côte d'Ivoire, dont 27% ont une très bonne appréciation du fonctionnement de la

démocratie. Selon la dimension spatiale, la bonne appréciation de la démocratie est plus prononcée dans le milieu rural (69%) et moins à Abidjan (54%).

Graphique 3.1: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.1.2. Droit de l'homme

L'un des objectifs fondamentaux de la démocratie est de garantir le respect des droits de l'homme. Près de six personnes sur dix (59,8%) pensent que les droits de l'homme sont respectés et 23,4% soutiennent que ces droits sont très bien

respectés. Selon certaines caractéristiques sociodémographiques, ce sont les femmes (61,4%), les personnes âgées de 55 ans ou plus (63,8%) et les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction ((66,8%) qui pensent que les droits de l'homme sont respectés en Côte d'Ivoire.

Tableau 3.1: Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Opinion des individus de 18 ans et plus sur le respect des droits de l'homme				Effectif
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	
Sexe					
Masculin	23,1	35,1	28,9	13,0	6306197
Féminin	23,7	37,7	27,9	10,8	6220224
Groupe d'âges					
18-24 ans	23,0	36,2	29,4	11,4	2734953
25-34 ans	22,8	35,9	28,5	12,8	4035466
35-44 ans	22,6	37,4	28,2	11,9	2752507
45-54 ans	23,8	35,6	28,1	12,6	1547495
55 ans et Plus	26,5	37,3	26,6	9,6	1456001
Niveau d'instruction					
Aucun	28,4	38,4	24,6	8,6	6254070
Primaire	22,3	36,1	30,4	11,1	2556574
Secondaire	17,0	33,5	31,4	18,1	2489535
Supérieur	12,7	32,9	36,9	17,4	1226243
Milieu de résidence					
Abidjan	13,2	36,4	33,8	16,6	3139266
Autres urbains	25,4	35,5	27,8	11,4	3954538
Ensemble urbain	20,0	35,9	30,4	13,7	7093804
Rural	27,7	37,1	25,7	9,5	5432618
Côte d'Ivoire	23,4	36,4	28,4	11,9	12526422

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.1.3. Indice des droits de l'homme et participation

Quatre domaines (droits civils et politiques, participation, absence de discrimination et d'inégalités de sexe) ont été identifiés (**Tableau 3.2**) pour évaluer la composante droite de l'homme et participation. Plus l'indice tend vers l'unité plus le droit du citoyen est respecté.

Selon les résultats du tableau, la population pense que le "droit de l'homme et participation" est moyennement respecté en Côte d'Ivoire avec un indice de 0,66 et ce sont les personnes résident en milieu rural (0,70) et celles n'ayant aucun niveau d'instruction (0,70) qui ont une plus bonne impression.

"l'absence de discrimination et d'inégalité des sexes" est l'indicateur pour lequel la une bonne impression car l'indice est de 0,81. Ce sont les femmes (0,82), les habitants du milieu rural (0,83) et les personnes de 60 ans ou plus (0,83) qui ont

une bonne perception de l'absence de discrimination et d'inégalité des sexes.

Après vient "les droits civils et politiques" qui semble le plus respecté avec un indice de 0,71. Ce sont ici les hommes (0,72), celles n'ayant aucun niveau d'instruction (0,77) et celles résidant dans le milieu rural (0,77) qui ont une pensée positive sur le respect des droits civils et politiques en Côte d'Ivoire.

Enfin le droit de "participation" est celui pour lequel la population a une impression plus moyenne avec un indice de 0,60.

Tableau 3.2: Indice d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Droit de l'homme et participation
Sexe				
Homme	0,72	0,60	0,81	0,67
Femme	0,68	0,57	0,82	0,64
Groupe d'âges				
18 - 34 ans	0,72	0,59	0,80	0,65
35 - 59 ans	0,71	0,60	0,81	0,66
60 ans et plus	0,72	0,60	0,83	0,67
Niveau d'instruction				
Aucun	0,77	0,63	0,81	0,70
Primaire	0,71	0,60	0,81	0,66
Secondaire	0,63	0,55	0,81	0,61
Supérieur	0,60	0,54	0,79	0,59
Milieu de résidence				
Abidjan	0,61	0,54	0,78	0,59
Autres urbains	0,72	0,61	0,80	0,67
Ensemble urbain	0,67	0,58	0,79	0,63
Rural	0,77	0,63	0,83	0,70
Côte d'Ivoire	0,71	0,60	0,81	0,66

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.2. Qualité des institutions et corruption

Certaines institutions, de par leur mission, sont au contact des populations pour l'offre des services de proximité. Dans les faits, l'offre de service se fait avec de nombreuses difficultés, des pratiques illégales s'établissent au point d'entraver les missions assignées à ces services. La corruption prend de l'ampleur au point que la lutte contre ce phénomène est inscrite dans les ODD. Cette lutte fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.

La qualité des institutions intervenant dans la GPS se mesure par l'accès des populations aux services délivrés, par la réactivité, la perception et la confiance des citoyens par rapports aux institutions. Dans ce chapitre, les résultats de l'enquête sur ces différents aspects sont présentés.

3.2.1. Accès et confiance dans les institutions

Dans le **Tableau 3.3**, la mesure de confiance se rapporte aux usagers des services c'est-à-dire ceux qui ont établi un contact soit par l'accès ou la demande de service.

On remarque que globalement la population a confiance aux différentes administrations et systèmes qui ont fait l'objet d'études, mais le degré de confiance le plus élevé est pour les services publics d'éducation (82,0%) ou le système de santé public (82,7%), notamment les femmes (82,5% et 84,1% respectueusement), les jeunes de 15-24 ans (83,2% et 83,8%) et les personnes âgées de 55 ans ou plus (84,4% et 83,8%), les personnes ayant atteint le niveau primaire (84,3% et 83,3%), les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (83,1% et 85,8% respectivement), les personnes résidant au milieu

rural (85% et 87,8%) les personnes classées dans le second quintile de niveau de vie (84,1% et 85,0% respectivement) et les personnes plus pauvres (84,4% et 88,5%).

Vient ensuite l'administration (en général) avec 72% de la population qui ont une bonne impression, notamment les personnes de la deuxième classe de niveau de vie (75,1%), les personnes résidant dans les autres centres urbains (74,6%), celles ayant atteint le niveau supérieur (77,2%) et les hommes (73,3%).

En troisième position du degré de confiance, la population a placé "le système de sécurité sociale (67,9%) et le système d'information/média officiels (69,1%) et plus particulièrement les personnes les plus pauvres (72,4% et 76,7% respectivement) et

les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (69,4% et 75,0% respectivement)

Les systèmes pour lesquels la population a le niveau de confiance le plus faible est la police (56,8%), la douane (55,5%) et la justice (59,6%).

Tableau 3.3: Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	L'administration (en général)	La justice	La police	Le système de santé public	Le système public d'éducation	Le fisc (impôt, douanes)	Le système de sécurité sociale	Information / Média officiels
Sexe								
Masculin	73,3	61,4	55,9	81,2	81,5	58,4	69,0	69,9
Féminin	69,9	57,4	58,2	84,1	82,5	51,6	66,7	68,2
Groupe d'âges								
18-24 ans	72,5	56,3	58,3	83,8	83,2	51,5	69,7	70,4
25-34 ans	70,5	56,2	54,0	82,2	81,0	54,1	65,2	66,4
35-44 ans	71,3	61,9	54,5	82,4	81,8	57,9	66,5	69,0
45-54 ans	73,8	59,8	59,1	81,9	80,6	54,7	69,9	70,4
55 ans et Plus	74,1	70,5	66,1	83,8	84,4	61,3	72,7	73,6
Niveau d'instruction								
Aucun	69,7	60,1	61,8	85,8	83,1	55,9	69,4	75,0
Primaire	70,6	57,3	59,8	83,3	84,3	55,1	67,6	71,3
Secondaire	71,2	58,1	49,6	79,7	80,0	50,6	66,3	62,2
Supérieur	77,2	63,0	51,5	75,8	80,0	61,4	66,6	60,5
Milieu de résidence								
Abidjan	70,7	57,5	50,0	75,6	76,8	54,5	64,7	61,3
Autres urbains	74,6	61,4	59,2	83,1	83,5	58,2	70,2	69,6
Ensemble urbain	72,5	59,3	54,6	79,4	80,2	56,2	67,4	65,4
Rural	70,7	60,3	61,2	87,8	85,0	53,6	68,9	75,6
Quintile de niveau de vie								
Le plus pauvre	70,9	60,5	61,9	88,5	84,4	57,5	72,4	76,7
Second	75,1	59,1	63,4	85,0	84,1	58,4	70,2	74,4
Moyen	70,1	60,0	57,1	81,5	81,2	54,7	62,9	70,9
Quatrième	70,4	58,7	50,1	80,9	81,6	52,2	65,9	64,9
Le plus riche	73,1	60,1	55,6	80,6	80,6	55,6	68,6	65,1
Côte d'Ivoire	72,0	59,6	56,8	82,7	82,0	55,5	67,9	69,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.2.2. Situation de la corruption

Considéré comme un facteur qui handicape le développement économique et social, la corruption prend de plus en plus de l'ampleur dans nos sociétés. La lutte contre le phénomène fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes. Le niveau de la corruption, la perception de la corruption, les mécanismes et les institutions mis en place pour lutter contre le phénomène sont des baromètres de la bonne gouvernance.

S'agissant de la perception (**Tableau 3.4**), 65,4% de la population en âge de voter (18 ans ou plus) estiment que la corruption est un problème dans

le pays, Selon les caractéristiques sociodémographiques, ce sont les personnes ayant atteint au moins le niveau du secondaire

(72,4%), personnes de la main d'œuvre potentielle (73,8%), celles résidant à Abidjan (70,8%) et les personnes les plus riches (70,4%) qui pensent que la corruption est un véritable problème.

Cette mauvaise perception de la corruption se traduit dans les pratiques ou le comportement des agents qui sont habilités à lutter contre. Notons que cette pratique n'est pas généralisée en Côte

d'Ivoire car seulement 8,5% des individus de 18 ans et plus ont déclaré avoir eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin. Les personnes qui ont été les plus victimes sont les hommes (12,3%), les personnes âgées de 35-44 ans (10,1%), les actifs occupés (10,4%) et les chômeurs au sens du BIT (16,8%), les personnes résidant à Abidjan et les plus riches (10,0%).

Tableau 3.4: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Cote d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays	Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin [1]
Sexe		
Masculin	66,9	12,3
Féminin	63,9	4,5
Groupe d'âges		
18-24 ans	64,5	5,4
25-34 ans	66,7	9,6
35-44 ans	65,3	10,1
45-54 ans	65,7	9,9
55 ans et Plus	63,4	6,5
Niveau d'instruction		
Aucun	60,7	7,3
Primaire	66,7	9
Secondaire	72,4	9,8
Supérieur	72,4	10,5
Milieu de résidence		
Abidjan	70,8	10,8
Autres urbains	64,4	7,7
Ensemble urbain	67,2	9,1
Côte d'Ivoire	65,4	8,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.3. Etat de la gouvernance

De nombreux pays ont entrepris des réformes en vue de la consolidation de l'état de droit. Dans ce processus, il est nécessaire de procéder à l'évaluation de l'état de gouvernance.

3.3.1. Gouvernance administrative

Un aspect de la gouvernance abordé par l'enquête est la recevabilité des autorités locales. L'analyse du **Tableau 3.5** ci-après fournit des informations intéressantes sur l'opinion que se font les citoyens de la gouvernance des autorités locales et communales.

Seulement 32,2% des citoyens estiment qu'ils sont consultés dans la prise de décision, notamment les personnes de 55 ans ou plus (37,4%), les personnes n'ayant aucun niveau

d'instruction (36,7%) et celles classées parmi les pauvres (35,2%) et le seconde classe de niveau de vie (35,9%).

Tableau 3.5 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Conseil local/communal consulte les citoyens dans la prise de décision				
	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision [1]				
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	
Sexe					
Masculin	4,9	26,4	31,3	49,8	18,9
Féminin	5,1	28,1	33,1	49,2	17,7
Groupe d'âges					
18-24 ans	5,6	25,3	30,9	50,8	18,3
25-34 ans	4,7	26,0	30,7	50,6	18,7
35-44 ans	4,2	27,9	32,1	49,1	18,8
45-54 ans	4,7	29,4	34,1	47,4	18,5
55 ans et Plus	6,4	31,0	37,4	46,7	15,9
Niveau d'instruction					
Aucun	6,3	30,3	36,7	47,5	15,8
Primaire	4,0	27,4	31,5	51,0	17,5
Secondaire	3,4	22,4	25,9	51,2	23,0
Supérieur	3,2	21,0	24,2	53,1	22,7
Milieu de résidence					
Abidjan	3,6	22,1	25,6	51,9	22,5
Autres urbains	4,7	27,2	31,9	49,5	18,5
Ensemble urbain	4,2	25,0	29,2	50,6	20,3
Rural	6,0	30,3	36,3	48,1	15,7
Quintile de niveau de vie					
Le plus pauvre	6,9	28,3	35,2	49,5	15,3
Second	5,0	30,9	35,9	48,1	16,0
Moyen	4,5	27,4	31,9	51,5	16,6
Quatrième	3,8	25,4	29,3	49,8	21,0
Le plus riche	5,1	25,5	30,6	48,7	20,7
Côte d'Ivoire	5,0	27,3	32,2	49,5	18,3

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[1] Proxy ODD 16.7.2

3.3.2. Participation citoyenne et politisation

Les hommes politiques qui jouent leur rôle démocratique en représentant la pluralité des opinions, sont ceux qui relayent la voix des citoyens et portant leurs revendications.

Force est de reconnaître, selon les résultats de l'enquête, que les autorités se préoccupent peu des préoccupations de la population (35,6%). Cette situation est moins tendue chez les personnes âgées (38,1% chez les 34-54 ans et

38,8% chez les 55 ans ou plus), les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (40,8%), celles résidant en milieu rural (38,5%) et les personnes classées dans les plus pauvres (37,7%).

Cette situation est encore pire lorsqu'il s'agit de respect des parts politiques d'opposition (39,2%) et des préoccupations des groupes minoritaires (33,9%).

Tableau 3.6: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Pensez-vous que les politiciens prennent en compte les préoccupations/demandes de la population ?							
	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population				Pas du tout	Les partis politiques d'opposition	Les groupes minoritaires	Effectif
	Beaucoup	Plutôt		Pas vraiment				
Sexe								
Masculin	8,9	26,7	35,6	45,4	19,0	38,8	33,5	6 306 197
Féminin	8,4	27,2	35,6	46,6	17,8	39,7	34,3	6 220 224
Groupe d'âges								
18-24 ans	8,6	26,0	34,6	46,8	18,6	38,0	32,7	2 734 953
25-34 ans	8,3	25,7	34	47,4	18,6	39,3	33,3	4 035 466
35-44 ans	8,5	27,4	36	45,8	18,3	38,8	33,8	2 752 507
45-54 ans	9	29,1	38,1	43,4	18,6	40,2	35,1	1 547 495
55 ans et Plus	9,9	28,8	38,8	43,9	17,3	41,2	36,4	1 456 001
Niveau d'instruction								
Aucun	10,6	30,2	40,8	43,4	15,7	44,7	38,6	6 254 070
Primaire	7,9	26,3	34,1	47,2	18,6	37,5	33,6	2 556 574
Secondaire	5,7	22	27,8	48,8	23,4	31,4	26,1	2 489 535
Supérieur	6,5	21,5	28,0	50,8	21,2	31,2	26,3	1 226 243
Milieu de résidence								
Abidjan	6,1	23,4	29,6	48,4	22,0	31,9	27,4	3 139 266
Autres urbains	8,5	27,9	36,4	45,9	17,7	39,4	34,4	3 954 538
Ensemble urbain	7,4	25,9	33,4	47,0	19,6	36,1	31,3	7 093 804
Rural	10,3	28,2	38,5	44,7	16,8	43,4	37,2	5 432 618
Quintile du niveau de vie								
Le plus pauvre	10,9	26,8	37,7	44,7	17,6	42,4	36,9	1 951 090
Second	10	26,9	37	47,2	15,9	41,5	35,9	2 248 264
Moyen	7,6	28,5	36,1	46,7	17,2	37,9	33,4	2 452 705
Quatrième	7,6	27,4	35	45,1	19,9	37,7	31,8	2 677 036
Le plus riche	8,2	25,4	33,5	46,2	20,3	38,0	32,7	3 196 423
Côte d'Ivoire	8.7	26.9	35.6	46.0	18.4	39.2	33.9	12 526 422

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.3.3. Indice de perception de l'état de droit

La perception de l'état de droit s'est évaluée par la qualité du système judiciaire et l'absence de corruption. Le **Tableau 3.7** présente l'indice d'appréciation de l'état de droit mesuré par les index d'appréciation du système judiciaire et de l'absence de corruption.

Globalement, il en ressort que la population en âge de voter (18 ans ou plus) à une appréciation moyenne de l'état de droit (0,566) quelles que soient les caractéristiques de la personne, exceptés les personnes âgées d'au moins 60 ans (0,575), n'ayant aucun niveau d'instruction (0,595) et les personnes résidant en milieu rural (0,593).

Pour chaque composante de l'état de droit, les populations ont une meilleure appréciation du

système judiciaire (0,604), notamment les personnes résidant dans autres urbains (0,611), celles n'ayant aucun niveau d'instruction (0,640) et les personnes âgées de 60 ans ou plus (0,617).

Quant à l'appréciation de "Absence de la corruption", l'indice est moins bon avec seulement 0,558. Les personnes qui pensent le plus qu'il y a absence de corruption se retrouvent parmi les personnes résidant dans autres urbains (0,562),

I

celles n'ayant aucun niveau d'instruction (0,586), les hommes (0,561).
les personnes âgées de 60 ans ou plus (0,566) et

Tableau 3.7: Indice d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Système judiciaire	Absence de corruption	Etat de droit
Sexe			
Homme	0,609	0,561	0,569
Femme	0,581	0,544	0,550
Groupe d'âges			
18 - 34 ans	0,608	0,567	0,574
35 - 59 ans	0,598	0,552	0,560
60 ans et plus	0,617	0,566	0,575
Niveau d'instruction			
Aucun	0,640	0,586	0,595
Primaire	0,615	0,566	0,574
Secondaire	0,549	0,511	0,517
Supérieur	0,521	0,508	0,510
Milieu de résidence			
Abidjan	0,531	0,511	0,514
Autres urbains	0,611	0,562	0,570
Ensemble urbain	0,575	0,539	0,545
Rural	0,642	0,583	0,593
Côte d'Ivoire	0,604	0,558	0,566

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.4. Paix et sécurité

La paix et la sécurité participent à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu tout en étant une condition du développement des pays. L'ODD 16 porte sur la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques.

3.4.1. Menace générale et sentiment d'insécurité

La sécurité est une véritable source de préoccupation en Côte d'Ivoire. En effet, une bonne partie de la population estime ne pas sentir en sécurité lorsqu'elle marche seule tant dans la journée que dans la nuit, avec une proportion de 62,6% pour le jour et 59,3% pour la nuit. Selon la région de résidence, la situation est plus préoccupante dans trois régions : Yamoussoukro (65,7% le jour et 70,2% la nuit, les Savanes (78,3% le jour et 78,2% la nuit) et à Woroba (79,3% le jour et 78,4% la nuit).

Par ailleurs, les personnes ne se sentent aussi en sécurité lorsqu'elles restent seule à la maison plus le jour que la nuit (63,1% le jour et 59,3% la nuit) et ce sont toujours dans les trois régions précitées que la préoccupation est plus marquante.

Pour la population, l'insécurité se manifeste aussi lorsqu'elle attend ou est dans un transport public (59%) et quand elle est à son lieu de travail (59%) et surtout dans les mêmes régions : Yamoussoukro, les Savanes et à Woroba.

Enfin, le pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence est seulement de 57,7% et paradoxalement ce sont toujours dans les régions de Yamoussoukro (63,4%), des Savanes (79,9%) et à Woroba (75%) que les personnes jugent qu'elles ne sentent le danger lorsqu'elles se déplacent seule dans leur zone de résidence.

Carte 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pied dans leur zone de résidence, Côte d'Ivoire, 2017

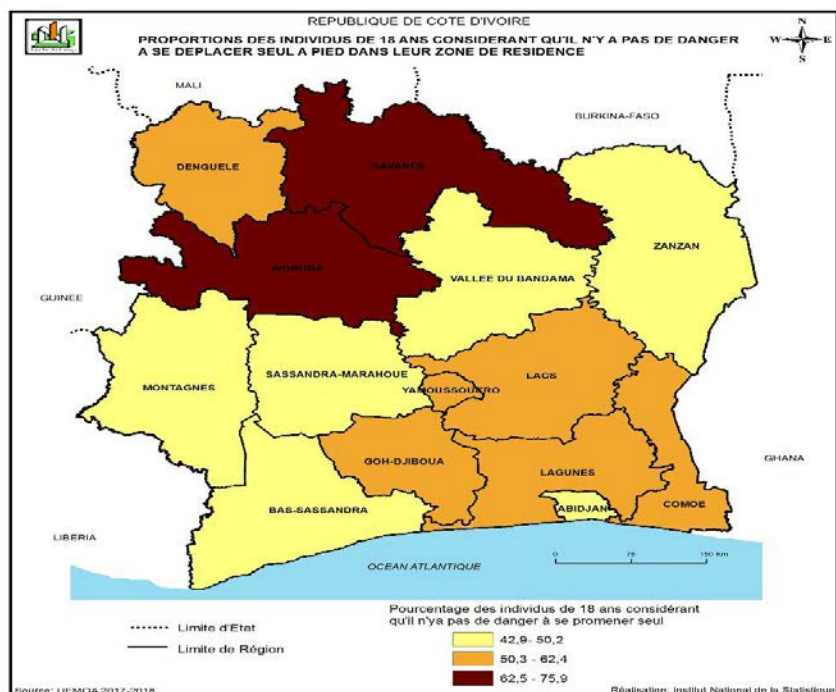


Tableau 3.8 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour	Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	Quand vous êtes seul à la maison, le jour	Quand vous êtes seul à la maison, la nuit	Quand vous attendez ou êtes dans un transport public (dans votre localité)	A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence [1]	Effectif
Sexe								
Masculin	62,3	58,9	63,1	59,2	59,1	59,4	52,1	6 306 197
Féminin	62,9	59,6	63,2	59,4	58,8	58,6	51,3	6 220 224
Région								
Autonome d'Abidjan	56,2	54,7	56,8	54,7	52,7	53,2	43,1	3 190 034
Autonome de Yamoussoukro	69,7	70,2	70,8	71,1	67,4	70,0	62,4	214 496
Bas-sassandra	65,7	50,6	65,6	56,2	58,8	62,4	47,8	1 080 363
Comoé	63,6	64,7	67,9	67,0	67,9	66,8	59,0	685 404
Denguélé	59,7	61,1	60,0	60,5	60,7	59,7	57,3	140 189
Gôh-Djiboua	62,8	58,2	63,4	59,2	52,9	62,3	55,2	862 021
Lacs	72,0	59,7	70,3	59,2	60,4	61,3	57,2	670 716
Lagunes	66,1	61,4	65,2	61,5	59,9	58,5	57,2	782 419
Montagnes	62,8	59,1	62,3	56,0	60,1	53,8	48,3	1 243 791
Sassandra-Marahoue	52,4	54,8	54,0	50,3	51,5	49,5	42,9	1 172 948
Savanes	78,3	78,2	79,9	78,8	80,8	80,8	75,9	829 210
Vallée du Bandama	64,6	58,7	63,7	59,5	54,0	55,6	50,2	791 624
Woroba	79,6	78,4	77,6	77,3	81,6	75,2	75,0	397 777
Zanzan	54,6	57,6	59,1	58,6	58,6	57,1	49,9	465 425
Côte d'Ivoire	62,6	59,3	63,1	59,3	59,0	59,0	51,7	12 526 421
Quintile de niveau de vie								
Le plus pauvre	66,4	61,7	66,5	61,7	64,0	62,1	55,4	1 951 090
Second	63,0	59,8	64,1	60,3	60,7	61,2	53,4	2 248 263
Moyen	62,3	57,2	62,0	57,5	58,2	58,2	49,8	2 452 705
Quatrième	60,1	58,5	60,7	57,6	56,5	57,4	49,3	2 677 036
Le plus riche	62,2	59,6	63,2	59,9	57,4	57,7	51,8	3 196 422

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

[1] ODD 16.1.4

3.4.2. Criminalité

L'évaluation de la criminalité apporte encore un plus, au problème d'insécurité dans le pays.

En effet, 3% des individus de 18 ans et plus affirment avoir été victime de harcèlement physique ou sexuel, notamment en milieu urbain (4,3%) et en particulier à Abidjan (6%)

Mais au cours des 12 derniers mois précédents l'enquête, 10,8% des personnes de 18 ans ou plus ont déclaré avoir été victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles. Les hommes sont les plus touchés (12,3% contre 9,2% pour les femmes), et le phénomène est plus marqué en milieu urbain (14,4%) dont Abidjan (18%), parmi les personnes classées dans la classe des plus riches (12,3%).

Parmi ces personnes, seulement 40,1% d'entre elles qui ont signalé les faits aux autorités compétentes ou ont recouru à d'autres mécanisme de règlement des différends officiellement reconnus, 41,5% des hommes, 47,5% des personnes victimes en milieu rural et 46,9% des personnes de la classe des plus riches victimes

Sur d'autres items, 0,7% des individus de 18 ans ou plus ont déclaré avoir été menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois précédents l'enquête et 1,4% des individus ont été menacés avec un autre type d'arme (couteau, machette, etc.) au cours de la même période.

Tableau 3.9: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Cote d'Ivoire, 2017

Indicateurs	Sexe		Milieu de résidence			Quintile de niveau de vie							Côte d'Ivoire
	Masculin	Féminin	Abidjan	Autres urbains	Ensemble urbain	Rural	Le plus pauvre	Second	Moyen	Quatrième	Le plus riche		
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel [1]	3,7	2,3	6	2,9	4,3	1,3	2,5	2,8	3,1	3,4	3	3	
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques o u sexuelles au cours des 12 mois précédents [2]	12	9,2	18	11,5	14,4	6	7,8	9,8	11,6	11	12,3	10,8	
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus [3]	42	38	39	36,6	37,7	48	35,2	36,2	39,7	37	46,9	40,1	
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois	0,9	0,4	0,9	0,7	0,8	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	1,9	0,8	2,9	1,3	2	0,6	1,1	1,2	1,4	1,5	1,5	1,4	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

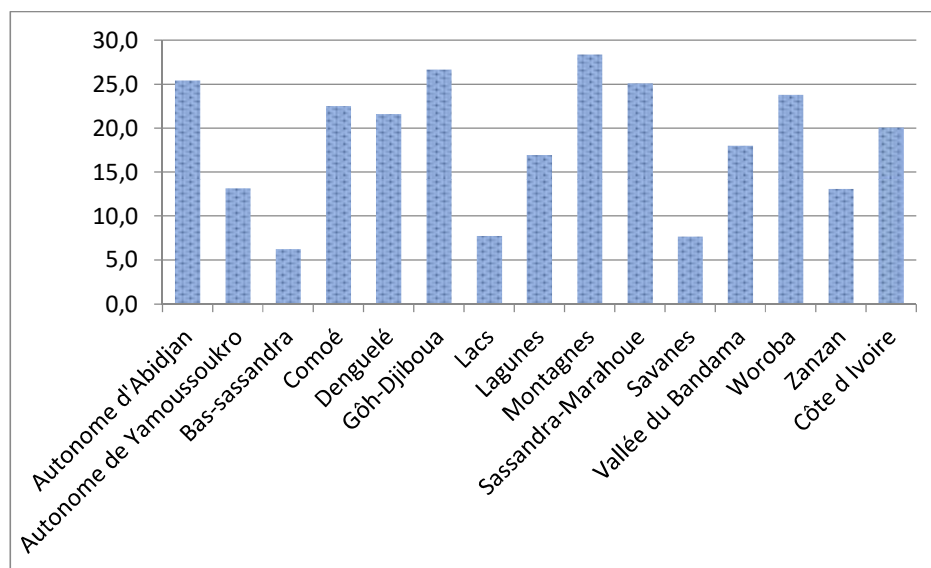
[1] ODD 11.7.2

[2] ODD 16.1.3

Selon la région de résidence, il faut noter que la moitié des régions ont un taux d'incidence de la criminalité ont un taux supérieur ou égal à 20% et quatre régions avoisinent ou a dépassé le taux de

25% : Abidjan, Gôh-Djiboua, les Montagnes et Sassandra-Marahoué.

Graphique 3.2: Incidence de la criminalité par région, Cote d'Ivoire, 2017



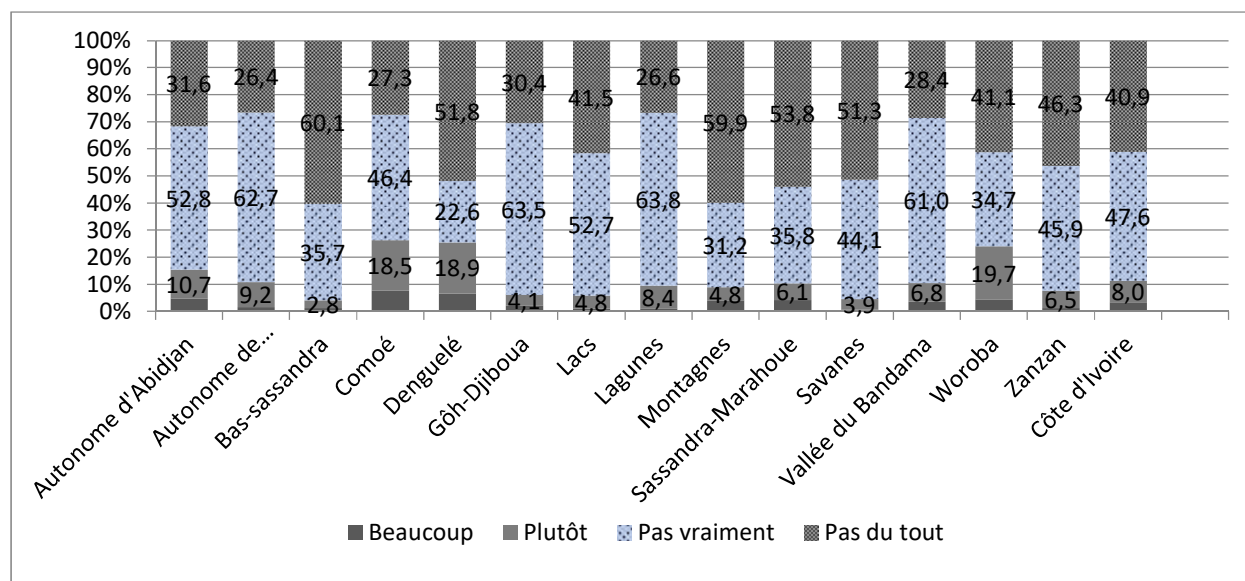
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.4.3. Conflits et mode de résolution

Le graphique ci-dessous donne la perception des populations, sur les tensions, conflits et ou violences entre différents groupes au cours des 12 derniers mois dans leur localité. A l'évidence, peu de résidents en Côte d'Ivoire estiment qu'il y a de tension entre les différents groupes au cours

des 12 derniers mois. En effet 88,5% estiment qu'il n'y a aucun problème de tension entre les différents groupes et les régions où cette proportion est la plus faible est la région de Comoé (73,7%), Denguélé (74,4%) et Woroba (75,8%).

Graphique 3.3: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois, Côte d'Ivoire, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité

Un autre indicateur donne une idée sur l'appréciation de l'état de la paix et sécurité dans le pays. Sur l'échelle de 0 à 1, cet indice est de 0,746 en Côte d'Ivoire, laissant supposer que la population vit dans environnement paisible et sécuritaire dans le pays. Toutefois, cet indice est beaucoup moins apprécié en ville (0,714 à Abidjan) que dans les villages (0,763), par les personnes plus instruites (0,715) que par les moins instruites (0,762).

Le niveau de l'indice de l'indicateur est affecté plus par l'indice de sous-indice Sécurité publique

dont la valeur est de 0,780. La confiance à la sécurité publique est plus prononcée dans le milieu rural (0,799), chez les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (0,797) et il n'y a de différence significative selon les autres caractéristiques.

Quant au sous-indice sécurité nationale, la population n'a pas du tout confiance à leur armée pour la protection des frontières car l'indice est de 0,316 avec peu de différence significative pour les caractéristiques sociodémographiques.

Tableau 3.10: Indice d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Côte d'Ivoire, 2017

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Sous-indice Sécurité nationale	Sous-indice Sécurité publique	Indice Paix et sécurité
Sexe			
Homme	0,316	0,783	0,748
Femme	0,317	0,764	0,732
Groupe d'âges			
18 - 34 ans	0,315	0,777	0,743
35 - 59 ans	0,313	0,779	0,745
60 ans et plus	0,329	0,785	0,752
Niveau d'instruction			
Aucun	0,312	0,797	0,762
Primaire	0,318	0,776	0,742
Secondaire	0,322	0,759	0,727
Supérieur	0,318	0,746	0,715
Milieu de résidence			
Abidjan	0,330	0,744	0,714
Autres urbains	0,312	0,781	0,746
Ensemble urbain	0,320	0,765	0,732
Rural	0,312	0,799	0,763
Côte d'Ivoire	0,316	0,780	0,746

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité

Trois indicateurs composites permettent d'apprécier l'état de la gouvernance, de la paix et sécurité en Côte d'Ivoire: l'indice de droit de l'homme et participation, l'indice de l'état de droit et l'indice gouvernance, paix et sécurité. Il est à noter que la population fait moyennement confiance aux autorités pour assurer une bonne gouvernance, la paix et leur sécurité car les indices varient entre 0,550 et 0,7485. S'intéressant aux différentes composantes :

- Ainsi, la confiance de la population pour une bonne "Gouvernance, paix et sécurité" est légèrement au-dessus de la moyenne. L'indice "Gouvernance, paix et sécurité" a une valeur de 0,695. cette confiance s'est beaucoup plus prononcée dans toutes les régions à l'exception des régions de d'Abidjan (0,651), des Lagunes (0,659), de Sassandra-Marahoué (0,682) et de Gôh-Djiboua (0,670).
- La confiance de la population la composante "Paix et sécurité" est meilleure par rapport aux autres composantes car son indice est de 0,748. par rapport au niveau national, la confiance est moins prononcée dans les régions d'Abidjan (0,714), des Lacs (0,736) et des Lagunes (0,708). Cette composante a été valorisée par la sous-composante "Sécurité publique" dont l'indice est de 0,780 et affectée négativement par la sous-composante "Sécurité nationale" de valeur 0,316.
- Pour la composante "Etat de droit", son indice est 0,566 et les régions pour lesquelles la valeur de leur indice est inférieur à celui du niveau national est celles d'Abidjan (0,516), des Lagunes (0,524) et de Sassandra-Marahoué (0,546). cet indicateur est la résultante de la sous-composante "Système judiciaire" de valeur 0,604 et de la sous-composante "Absence de la corruption" avec un indice de 0,558.
- Enfin pour la composante "Droit de l'homme et participation", le niveau de la confiance de la population est de 0,660 et les six régions dans lesquelles la confiance de la population

est plus faible sont celles dont l'indice varie de 0,591 à Abidjan à 0,636 à Sassandra-Marahoué. Cette composante est la résultante des sous-composantes "Droits

civils et politiques" (0,717), "Participation" (0,597) et "Absence de discrimination et d'inégalités de sexe" (0,810).

Carte 3.2 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Côte d'Ivoire, 2017

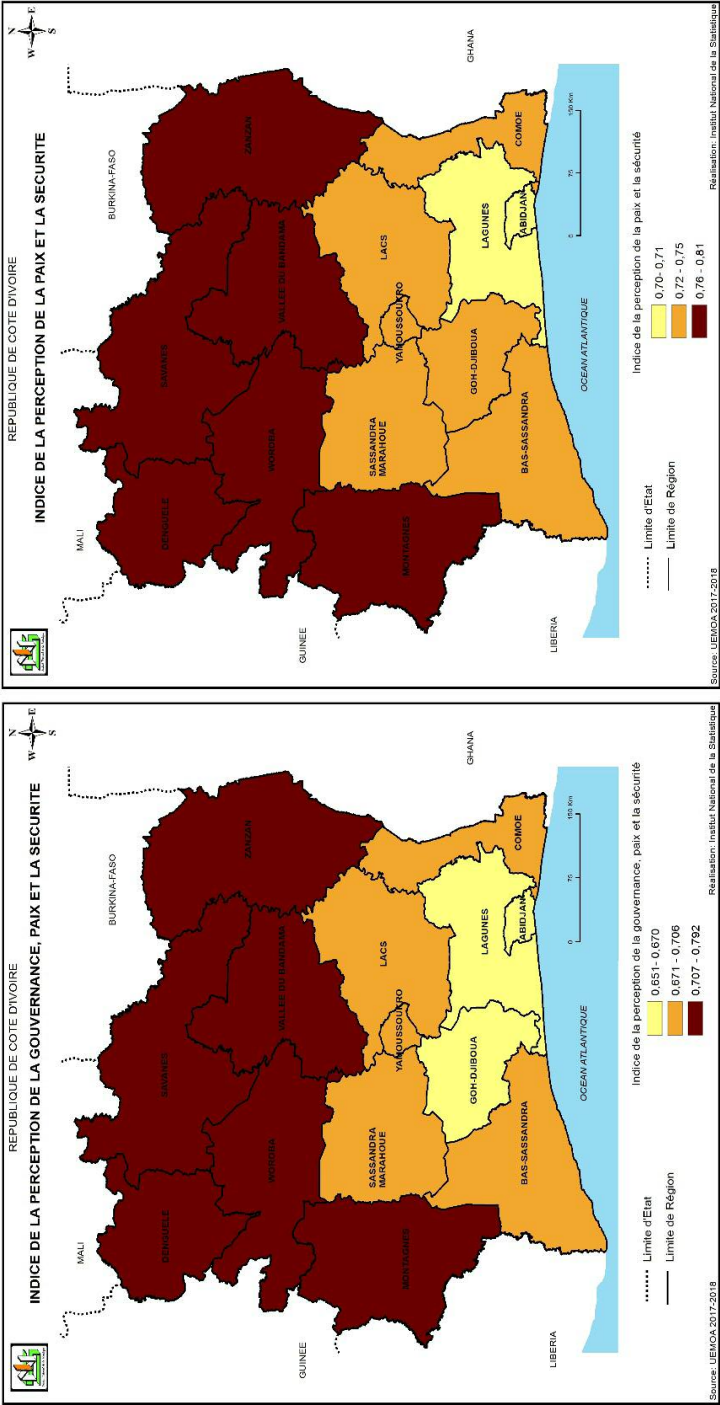


Tableau 3.11: Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Côte d'Ivoire, 2017

Régions	Sous-indice Droits civils et politiques	Sous-indice Participation	Sous-indice Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Indice Droit de l'homme et participation	Sous-indice Système judiciaire	Sous-indice Absence de corruption	Indice Etat de droit	Sous-indice Sécurité nationale	Sous-indice Sécurité publique	Indice Paix et sécurité	Indice gouvernance, paix et sécurité
Autonome d'Abidjan	0,612	0,537	0,780	0,591	0,533	0,513	0,516	0,330	0,744	0,714	0,651
Yamoussoukro	0,718	0,584	0,795	0,652	0,649	0,587	0,597	0,316	0,780	0,746	0,698
Bas-Sassandra	0,761	0,574	0,831	0,664	0,744	0,597	0,621	0,306	0,782	0,748	0,706
Comoe	0,710	0,571	0,743	0,636	0,571	0,570	0,570	0,327	0,782	0,749	0,692
Denguélé	0,792	0,682	0,691	0,717	0,717	0,654	0,664	0,361	0,811	0,778	0,744
Gôh-Djiboua	0,676	0,532	0,810	0,612	0,540	0,486	0,495	0,284	0,781	0,745	0,670
Lacs	0,726	0,609	0,834	0,674	0,574	0,493	0,506	0,297	0,771	0,736	0,682
Lagunes	0,712	0,575	0,726	0,637	0,534	0,522	0,524	0,295	0,740	0,708	0,659
Montagnes	0,824	0,675	0,886	0,748	0,645	0,591	0,600	0,329	0,801	0,766	0,733
Sassandra-Marahoué	0,606	0,575	0,880	0,623	0,546	0,546	0,546	0,325	0,777	0,744	0,682
Savanes	0,904	0,736	0,787	0,795	0,788	0,683	0,700	0,302	0,859	0,818	0,792
Vallée du Bandama	0,796	0,670	0,815	0,728	0,678	0,608	0,620	0,301	0,808	0,771	0,734
Woroba	0,766	0,671	0,823	0,720	0,547	0,604	0,594	0,346	0,812	0,778	0,732
Zanzan	0,791	0,648	0,859	0,719	0,673	0,610	0,621	0,313	0,810	0,774	0,735
Côte d'Ivoire	0,714	0,597	0,810	0,660	0,604	0,558	0,566	0,316	0,780	0,746	0,695

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

Afristat B.P. E 1600 – Niaréla, rue 499 porte 23 - Bamako (MALI)
Tél : (223) 20 21 55 00 / 20 21 55 80 / 20 21 60 73 Fax : (223) 20 21 11 40
E-mail : afristat@afristat.org
<http://www.afristat.org>